

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2174 - JEUDI 27 NOVEMBRE 2014

Budget 2015

Des recettes prudentes mais réalisables

Au cours du débat général ayant précédé l'adoption du projet de la Loi financière par le Sénat, le 26 novembre, le vice-Premier ministre et ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba, s'est montré optimiste sur la capacité du gouvernement à mobiliser les recettes courantes projetées même si,

a-t-il reconnu, leur niveau est resté en-dessous du potentiel fiscal et que les ressources extérieures ont connu une baisse au cours de l'exercice budgétaire en cours. La baisse des recettes extérieures enregistrée au cours de l'actuel exercice budgétaire a, en effet, contribué à alimenter la méfiance des

sénateurs sur le niveau général des recettes repris dans le projet de Loi financière 2015. Le projet de Loi en cours d'examen a, par ailleurs, prévu pour 2015 des ressources extérieures de l'ordre de 1 500 milliards de francs congolais dont le tiers se focalise sur deux ou trois interventions. [Page 14](#)



Vice-Premier ministre et ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba



Des policiers pendant une manifestation

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

La Grande Bretagne suspend son aide à la réforme de la police

Les allégations de tueries imputées aux éléments de la police pendant le déroulement à Kinshasa de l'opération Likofi entre novembre 2013 et février 2014 auront largement influencé la décision du Department for international Development, un des principaux bailleurs pour la réforme de la police congolaise. Les explications fournies par les autorités congolaises au sujet des accusations d'Human Rights Watch (HRW) contre la police n'ont pas convaincu la coopération britannique qui a décidé de surseoir ses engagements en matière de coopération militaire avec la RDC en attendant d'y voir clair.

Le gouvernement se défend en affirmant que quelques-uns des officiers coupables (ils sont cinq au total) ont été condamnés pour meurtre pendant que la justice s'emploie à enquêter sur les allégations de HRW. [Page 14](#)

DGDA

Des nouvelles mesures assorties d'une sévère mise en garde

L'administration douanière a publié, depuis le 25 novembre, la liste exhaustive des documents désormais exigibles pour couvrir une opération sous les régimes douaniers de mise à la consommation et d'exportation des marchandises. La Direction générale des douanes et accises (DGDA) a justifié sa démarche par la nécessité de faciliter les échanges et de simplifier les procédures de dédouanement des marchandises. L'on compte désormais quatre documents à l'importation et six à l'exportation conformément à la volonté des experts de la Banque mondiale de voir la RDC réduire le nombre de documents exigibles.

Avec ces changements dans un secteur aussi stratégique que la douane pour sa capacité mobilisatrice des recettes, l'on espère globalement arriver effectivement à réduire le nombre de documents, les délais et les coûts. Cela aurait un fort impact sur l'indicateur commerce transfrontalier. [Page 14](#)

ARTS MARTIAUX

La 11^e édition du championnat national de taekwondo délocalisée à Kinshasa

Initialement prévue à Mbandaka dans la province de l'Équateur, ensuite renvoyée à Moanda dans le Bas-Congo, la onzième édition du championnat national de taekwondo se tiendra finalement à Kinshasa vendredi sur décision de la Fédération de taekwondo du Congo qui devrait faire face à des difficultés administratives. La décision fait suite à une réunion du comité d'organisation de cette compétition afin d'évaluer les préparatifs. À l'issue de cette réunion, il a été opté pour la délocalisation du tournoi à Kinshasa. [Page 14](#)

UDPS

Des représentants et présidents fédéraux restent attachés à Étienne Tshisekedi

Cette fidélité a été réitérée dans une motion de soutien qui représente la position commune des structures officielles de cette formation politique signée le week-end dernier par ses cadres « assumant et constituant l'autorité officielle de la gestion quotidienne du parti à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». Ils ont rejeté la récente déclaration d'un groupe des membres de l'UDPS faussement attribuée à la base dans laquelle les signataires retiraient leur confiance au secrétaire national chargé des relations extérieures, Félix Tshisekedi. La déclaration, estiment les représentants et présidents fédéraux de l'UDPS, aurait été initiée par une poignée des cadres du parti qualifiés d'agitateurs au service du pouvoir dont les intérêts égoïstes auraient prédominé sur ceux du parti et de la Nation. [Page 13](#)

ÉDITORIAL

Francophonie

À quelques heures de la réunion au cours de laquelle les chefs d'État choisiront le nouveau Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, il n'est pas inutile de rappeler l'évidence que voici : dans un temps où les lignes de force changent au sein de la communauté des nations, ce serait commettre une erreur grave que de ne pas désigner un Africain pour succéder à Abdou Diouf. Ou bien, en effet, l'OIF est une simple communauté culturelle, ou bien elle a un rôle éminent à jouer dans les changements en cours au plan planétaire.

Dans le premier cas, peu importe la nationalité de l'homme ou de la femme qui prendra en charge l'institution ; il suffit que celui ou celle auquel seront confiées les rênes de l'institution soit connu du monde littéraire et artistique, ait une bonne pratique des organisations internationales, sache s'exprimer avec talent dans la langue que la communauté francophone en partage.

Dans le deuxième cas, en revanche, la personnalité du successeur d'Abdou Diouf sera déterminante car elle fera de la Francophonie l'un des instruments de l'affirmation de l'Afrique au sein de la communauté internationale. Dirigée par un Africain connu et respecté, l'OIF s'imposera à coup sûr comme l'un des ensembles humains les plus influents du monde présent et à venir.

Que l'on nous comprenne bien : ce qui précède ne signifie nullement que les candidats ou les candidates issus d'un autre continent que l'Afrique ne seraient pas capables de bien gérer la Francophonie. Cela veut dire en revanche que les pays africains devraient s'unir pour porter à la tête de l'organisation une personnalité africaine reconnue, capable de défendre avec force et talent une communauté de nations au sein de laquelle ils occupent une place essentielle.

Pour qui veut bien regarder la vérité en face, le candidat qui a le plus de qualités et d'expérience pour assumer une telle responsabilité est bien Henri Lopes. Diplomate chevronné, écrivain reconnu, personnalité respectée, l'homme incarne à merveille le puissant mouvement qui porte l'Afrique en avant.

Voyons donc si, dans cette affaire hautement stratégique, le bon sens l'emportera au sein de la communauté des nations francophones.

Les Dépêches de Brazzaville

SANGHA

L'assainissement de Ouesso au coeur des défis

La question a été débattue entre le maire de la ville de Ouesso, Ghislain Thierry Maguessa, et les chefs des quartiers.



Une photo de chefs de quartiers

Au cours des échanges, le maire a rappelé le rôle et les missions assignées aux chefs de quartiers en tant qu'administrateurs de base et relais des autorités. Il a insisté notamment sur les rapports hebdomadaires qu'ils sont tenus de produire et de déposer auprès des administrateurs-maires des arrondissements ; le recensement des rues et avenues débaptisées ou non ; le contrôle du mouvement des populations ; l'as-

sistance aux forces de l'ordre dans les quartiers ; la salubrité et l'hygiène ainsi que l'accessibilité des chefs de quartiers qui doivent être les vrais promoteurs de la solidarité et de l'unité. Lors de cet échange, Ghislain Thierry Maguessa a promis de lancer le 6 décembre une grande opération d'assainissement de la ville avec à la clé : l'émulation qui sera organisée à la fin de chaque trimestre. Sur un autre plan, Ghislain Thierry Magues-

sa a annoncé la tenue au mois de janvier d'un championnat inter quartiers de mwana foot. Celui-ci concerne les moins de dix-neuf ans.

Invité par les chefs de quartiers à se justifier sur la rareté des terres cultivables et de leur accès rendu difficile à cause de certains travaux, le maire a promis de rencontrer les responsables des chantiers pour s'enquérir de la situation afin d'y trouver une solution.

Roger Ngombé

BÉAC : la croissance du Congo à 9,1%

Comparativement à 2013, le Comité monétaire de la Banque des États d'Afrique centrale (Béac), réuni hier à Brazzaville, a estimé à 9,1% la croissance économique du Congo en 2014, contre plus de 12% initialement annoncés.

« Les économistes avaient une prévision initiale d'un peu plus de 12%, ils ont révisé à 9,1% pour 2014 et 4,8 pour 2013 », a déclaré le ministre des Finances, Gilbert Ondongo, au terme du comité monétaire. Du point de vue de l'économie réelle, le Congo va connaître une augmenta-

tion de la croissance car la production pétrolière sera en hausse. Les revenus générés par cette production seront en baisse du fait du prix du baril. L'économie congolaise n'est pas totalement diversifiée, mais elle est en cours de diversification, ont noté les participants à la réunion. Cela relève du bon sens, a dit le ministre qui a reconnu que « si les recettes baissent, il faut nécessairement ajuster les dépenses. »

Nancy France Loutoumba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndongo,

Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphane Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagalericongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SANTÉ

Les pays de la Sago plaident pour la réduction de la mortalité maternelle et infantile

La Société africaine de Gynécologie et obstétrique (Sago) organise du 25 au 27 novembre à Brazzaville son 13e congrès sur le thème, « l'amélioration de la santé de la femme, de la mère et du nouveau-né dans les pays de la Sago : rôle des sociétés professionnelles ».

Au cours de cette rencontre, il est question d'analyser les progrès enregistrés dans le cadre de l'amélioration de la santé de la mère et du nouveau-né, et de formuler des recommandations pertinentes pour la prise de décision des gouvernements. e nombreux représentants des 17 pays francophones d'Afrique, membres de la Sago, participent à cette rencontre dont l'ouverture des travaux s'est déroulée en présence de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, marraine de ces assises scientifiques que la Guinée Conakry aurait dû abriter.

En effet, la triste réalité de l'épidémie de fièvre Ebola qui frappe actuellement certains pays africains a contraint les organisateurs à délocaliser la réunion au Congo, pays qui devrait abriter le prochain congrès en 2016.

Lors de la cérémonie d'ouverture du congrès, le président de la So-

ciété africaine de gynécologie obstétrique, le professeur René Xavier Pora (Bénin), a appelé les congressistes à prendre l'engagement solennel de la mission qu'ils ont choisi et pour laquelle ils ont été formés. « *Nous devons travailler ensemble. Les enjeux sont trop grands pour nous laisser aveugler par des questions d'égos. Trop de femmes et de nouveaux-nés meurent, et nous sommes redevables. Chaque décès de plus est un décès de trop* », a-t-il lancé.

Plus de solidarité pour aller de l'avant!

C'est le souhait du président du congrès de la Société africaine de gynécologie et d'obstétrique, le professeur Keita Namory. Il a plaidé pour plus de solidarité entre tous les pays et pour que de nouvelles techniques de prévention et de nouveaux traitements soient étendus aux peuples démunis d'Afrique. Il a aussi souhaité que les scientifiques de la Sago soient mis au service des femmes quelles que soit leurs conditions. « *Nous devons être solidaires des femmes les plus pauvres de notre continent. Celles-là qui payent le plus lourd tribut à toutes les catastrophes. Cet esprit engage*



La tribune d'honneur

tous les membres de la société à encourager la recherche, à favoriser le partage de savoir dans les domaines concernés et à promouvoir un accès équitable aux produits de la recherche », a indiqué le professeur Keita Namory. Dans son message rendu par la représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Mbita Diallo, le directeur de l'OMS pour l'Afrique a tout d'abord relevé l'importance que revêt la rencontre à quelques mois de l'échéance des Objectifs du millénaire pour le développement.

En amont, il a cité toutes les initiatives qui ont été lancées dans la lutte contre la mortalité mater-

nelle et infantile, entre autres: en 2009 de la Campagne pour accélérer la réduction maternelle en Afrique (CARMA), en 2010 par le secrétaire générale de l'ONU de la stratégie mondiale de la santé de la femme et l'élaboration des feuilles de route pour la redevabilité de la santé de la mère et de l'enfant.

Prenant la parole à son tour, le ministre de la Santé et de la population François Ibovi, a félicité les participants d'avoir placé l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant au centre de leurs préoccupations. Il a souhaité qu'ils parviennent à des propositions de solutions adéquates.

La sago regroupe 17 pays francophones d'Afrique (Benin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, RCA, RDC, Sénégal, Togo, et Tunisie).

Crée en 1988, la Sago s'est fixée pour objectif d'œuvrer à l'amélioration de la santé de la femme, de la mère et du nouveau-né, au bien-être de la famille. Ses membres se réunissent tous les deux ans dans l'un des pays membres pour faire le point et élaborer des recommandations pour les programmes avenir.

**Yvette Reine Nzaba
et Lydie Gisèle Oko**

ECONOMIE FORESTIÈRE

Un plan de communication en examen

La stratégie 2015-2017 et le plan de communication 2015 du ministère de l'économie forestière et du développement durable font l'objet d'un examen méticuleux. Dès leur validation, ces deux documents seront une référence pour la coordination des actions de communication du ministère.

Le travail a été confié à la direction de la communication et de la vulgarisation du ministère. Celle-ci est chargée de concevoir la politique de communication, de bâtir des stratégies de mise en œuvre. Ce mixage a pour but de donner une visibilité et une lisibilité sur les différentes réalisations et activités menées au sein de la communauté forestière.

Ainsi, durant deux jours, des communicateurs analyseront puis valideront le document de 136 pages autour d'un atelier. Ceci intègre le processus de renforcement de capacité opérationnelle des différentes entités du ministère, amorcé en appui avec la Banque mondiale, dans le cadre du projet forêt et diversification économique.

« *La communication trouve aussi son compte car cette direction à travers cet appui a présenté officiellement son site internet il y a 17 jours* », s'est réjoui le directeur de la communication et de la vulgarisation du ministère de l'économie forestière, Taty Depré Aurélien.

La mise à contribution de la communication s'avère nécessaire compte tenu de l'engagement du ministère de tutelle dans le processus de révision de sa législation forestière. Un travail qui permettrait de faire face à l'émergence des nouvelles thématiques liées aux changements climatiques ; à la conservation de la biodiversité, à la production des énergies renouvelables, à l'intégration de la foresterie au développement local, à l'évolution des techniques et du dialogue international sur les forêts.

« *Pour affronter de tels défis, il faut nécessairement la mise à contribution de la communication, dans la mesure où il s'agit d'élaborer des stratégies et des plans de communication susceptibles d'accompagner l'action du gouvernement de la République* », a déclaré le directeur de cabinet du ministre de l'Economie forestière et du développement durable, Michel Elenga.

Nancy France Loutoumba

SANGHA

Le chantier du Centre de santé intégré de Pokola abandonné

La pose de la première pierre du Centre de santé intégré (CSI) de Pokola, en 2011, avait suscité un réel espoir chez les populations de la localité. Trois ans après, celles-ci s'interrogent sur les causes de l'arrêt des travaux.

Avec ses 15 mille habitants, Pokola ne dispose d'aucune structure sanitaire publique en dehors de la clinique de la Congolaise industrielle des bois (CIB) et d'un centre de soins de l'Église catholique. Le reste du dispositif est constitué d'officines

privées dont les conditions ne rassurent toujours pas et les soins essentiellement payants.

La construction du CSI dans cette communauté urbaine devait soulager les populations qui, pour certaines, partent des confins du département voisin de la Likouala. La structure est la première que l'État met en place dans le domaine de la santé. Selon nos sources, le CSI dont les travaux sont à l'arrêt, serait financé grâce à l'Initiative pays pauvres très endettés qui

avait permis au Congo de voir sa dette annulée. En retour, il avait été décidé la construction des ouvrages sociaux au nombre desquels ce CSI.

Actuellement, le bâtiment est envahi par de hautes herbes. Lors de sa tournée dans les différents départements, en 2012, le ministre de la Santé avait fait escale sur les lieux. Une visite qui lui avait permis de constater des défaillances techniques. François Ibovi avait exprimé sa colère et sa déception à cause de l'exiguïté des salles, des couloirs et des conditions d'aération qui ne répondaient pas à celles d'un établissement appelé à accueillir des malades. Il donnait des orientations à l'opérateur chargé des travaux afin que soient corrigées les défaillances énumérées. De même que les autorités sanitaires de la Sangha avaient été instruites à un meilleur suivi du chantier.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Pourquoi le chantier est-il abandonné ? Où se trouve l'opérateur économique chargé de la construction de l'ouvrage ? Autant d'interrogations qui tourmentent les populations de Pokola.

La rédaction



Le chantier abandonné du Centre intégré de santé de Pokola

unissons-nous
pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE N CBRA/OPS/2014/001

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter pour son Bureau de Brazzaville (CONGO)

Un(e) assistant(e) chargé(e) de l'Administration, GS-6

Sous la supervision de l'Administrateur des Opérations, le (la) titulaire du poste devra fournir des services de gestion administrative au bureau du Congo.

A ce titre, il/elle assumera principalement les fonctions suivantes :

- Veiller à l'entretien et la maintenance effective des véhicules, bâtiments, équipements et aménagements du bureau.
- Participer à l'identification des besoins en équipements de bureau et véhicules et à leur renouvellement.
- Donner l'appui logistique nécessaire dans la supervision des voyages et l'organisation des séminaires (contacts avec les agences de voyage, hôtels et autres prestataires de service).
- Superviser et diriger une équipe de plusieurs chauffeurs.
- Assurer l'inventaire des biens meubles et immeubles du bureau et préparer le rapport pour le siège.
- S'assurer que les dispositions en matière de sécurité et sûreté du personnel, locaux et autres actifs sont en place et fonctionnels.
- Informier le personnel international sur des questions administratives générales relatives aux visas, permis, sécurité, donner des conseils et assurer un soutien administratif, au besoin.

Profil requis pour le poste

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études en gestion administrative et/ou en administration des affaires, ou dans un domaine apparenté.
- Avoir six (6) ans d'expérience professionnelle progressivement dans l'administration en général. Une (1) année d'expérience avec le

système des Nations Unies serait un atout.

- Aptitude à travailler sous pression et dans un environnement multiculturel.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes (World, Excel, Power Point, Internet). La connaissance du SAP serait un atout.
- Bonne aptitude à communiquer et à négocier.
- Capacité à rédiger des rapports.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Salaire : Selon la grille des Nations Unies
- Grade : GS-6, selon la grille des Nations Unies
- Lieu de travail : Brazzaville, CONGO avec des déplacements éventuels à Pointe Noire

Dépôt de Candidatures au plus tard le 08 décembre 2014 avant 17 heures

Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, UNIQUEMENT par courriel à l'adresse suivant : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

•Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

•Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous
pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE CBRA/CRD/2014/002 - 2^e Publication -

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter

Un(e) Spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la spécialiste en Planification, Suivi et Evaluation sera responsable de la planification, du développement et de la mise en œuvre des stratégies de suivi et d'évaluation intégrées à l'appui du programme de pays.

Il/Elle sera chargé de soutenir les autres composantes du programme dans le suivi des stratégies adaptées aux enfants, axées sur l'équité et de fournir une analyse précise de la situation des enfants et des femmes au Congo. Il/elle mettra également un accent sur le développement des capacités nationales sur le suivi des plans locaux participatifs adaptés aux enfants, la gestion axée sur les résultats, l'approche genre fondée sur l'équité.

Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences sociales (sociologie, démographie, Planification du Développement, Statistiques Economie, Suivi-évaluation...).
- Etre de nationalité Congolaise (RC).
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités dans le domaine de la planification, du suivi et évaluation des programmes et une bonne expérience dans le traitement des statistiques, la collecte et l'analyse des données qualitatives et quantitatives.
- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces.

Capacité à travailler avec un minimum de supervision

- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes ainsi que celles liées à la recherche.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
 - Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.
 - Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.
- Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures
Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

• Les candidatures reçues lors de la 1^{ère} Publication seront prises en compte.

• Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

• Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous
pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE CBRA/EDU/2014/001

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter Un(e) Spécialiste en Education

Sous la supervision du Chef de Programme Education de Base, le/la spécialiste en Education sera responsable de la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme éducation afin d'en assurer l'efficacité et l'efficience dans la réalisation de ses objectifs.

Il/elle sera responsable de l'identification des inégalités entre les sexes en matière d'éducation, et l'élaboration d'approches innovateurs à l'élimination de ces inégalités en collaboration avec les autres sections. Il/elle veillera à ce que des mécanismes de contrôle soient mis en place pour suivre les progrès vers les objectifs de réduction des disparités en matière d'éducation.

Profil requis pour le poste

- Etre détenteur d'au moins un Master en sciences de l'Education ou en sociales (Développement International, ...).
- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo).
- Avoir au moins cinq ans d'expérience professionnelle sur des postes à responsabilités au niveau national et international dans le domaine de l'éducation et en matière de gestion de la réponse à l'urgence. Un an d'expérience professionnelle dans le Système des Nations Unies serait un atout.
- Capacité d'analyse, de conceptualisation et de rédaction.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de

travail harmonieuses et efficaces.

- Capacité à travailler avec un minimum de supervision
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Bonne connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et très bonne pratique de l'anglais oral et écrit. La connaissance des langues locales parlées dans le pays serait un atout.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée (Fixed-Term) d'un (1) an renouvelable selon les besoins du programme et la validité du poste.
 - Grade : NO-3, selon la grille des Nations Unies.
 - Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.
- Dépôt de Candidatures au plus tard le 22 décembre 2014 à 17 heures
Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière de mentionner le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

• Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

• Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

unissons-nous
pour les enfants

AVIS DE VACANCE DE POSTE N CBRA/OPS/2014/003

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter pour son Bureau de Brazzaville (CONGO)

Un(e) assistant(e) chargé(e) de l'Administration, GS-6

Sous la supervision de l'Administrateur des Opérations, le (la) titulaire du poste devra fournir des services de gestion administrative au bureau du Congo.

A ce titre, il/elle assumera principalement les fonctions suivantes :

- Veiller à l'entretien et la maintenance effective des véhicules, bâtiments, équipements et aménagements du bureau.
- Participer à l'identification des besoins en équipements de bureau et véhicules et à leur renouvellement.
- Donner l'appui logistique nécessaire dans la supervision des voyages et l'organisation des séminaires (contacts avec les agences de voyage, hôtels et autres prestataires de service).
- Superviser et diriger une équipe de plusieurs chauffeurs.
- Assurer l'inventaire des biens meubles et immeubles du bureau et préparer le rapport pour le siège.
- S'assurer que les dispositions en matière de sécurité et sûreté du personnel, locaux et autres actifs sont en place et fonctionnels.
- Informer le personnel international sur des questions administratives générales relatives aux visas, permis, sécurité, donner des conseils et assurer un soutien administratif, au besoin.

Profil requis pour le poste

- Etre titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études en gestion administrative et/ou en administration des affaires, ou dans un domaine apparenté.
- Avoir six (6) ans d'expérience profession-

nelle progressivement dans l'administration en général. Une (1) année d'expérience avec le système des Nations Unies serait un atout.

- Aptitude à travailler sous pression et dans un environnement multiculturel.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes (World, Excel, Power Point, Internet). La connaissance du SAP serait un atout.
- Bonne aptitude à communiquer et à négocier.
- Capacité à rédiger des rapports.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Salaire : Selon la grille des Nations Unies
- Grade : GS-6, selon la grille des Nations Unies
- Lieu de travail : Brazzaville, CONGO avec des déplacements éventuels à Pointe Noire

Dépôt de Candidatures au plus tard le 05 décembre 2014 avant 17 heures
Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, UNIQUEMENT par courriel à l'adresse suivante : cbrrecruitment@unicef.org.

NB : Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.

• Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

• Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« La cohabitation du capitalisme et de la démocratie représentative donne lieu à un système politique situé entre l'oligarchie capitaliste et la démocratie. »

Marc Delepouve, universitaire et syndicaliste, Humanité, 05 novembre 2014

« Il faudrait apprendre à déchiffrer le paysage avant de le défricher. Projeter avant de démolir ou de déconstruire. »

Alexandre Chemetoff, architecte, urbaniste, paysagiste, Libération, 19 novembre 2014

« Il est vrai que la patience n'est pas la principale qualité de l'opinion publique, des médias moins encore. Tous dévorent les événements pour s'en repaître. »

Éric de Montgolfier, France, Magistrat, ex procureur de la République, Le Point, 24 novembre 2014

« Il y a dans notre sous-région tellement d'opportunités que j'ai encore du mal à comprendre pourquoi nous avons un secteur privé si moribond. »

Thierry Tanoh, Secrétaire général à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire, Le Point Afrique, 21 novembre

« ...le poids démographique des femmes et des jeunes constitue une opportunité en même temps qu'une menace »

Macky Sall, président du Sénégal, Les Dépêches de Brazzaville, Numéro spécial de novembre-décembre 2014

DÉPARTEMENT DE LA LIKOUALA

Environ 2800 réfugiés de la RDC et du Rwanda vivent à Liranga

A l'occasion des festivités marquant le 125^e anniversaire de l'église catholique du district de Liranga, le représentant du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), Ibrahima Traoré a fait le point de la situation des réfugiés dans cette partie du pays.

À l'instar des autres districts du département de la Likouala, Liranga a accueilli en 2013 plus de 123.000 réfugiés de la République Démocratique du Congo et du Rwanda.

Actuellement, après le rapatriement volontaire des réfugiés de la RDC commencé en 2012, et terminé en juin 2014, l'UNHCR compte plus de 36.000 réfugiés de la RDC, du Rwanda et de la République Centrafricaine dans ce département.

D'après Ibrahima Traoré, la cohabitation entre ces personnes qui relèvent du mandat du HCR et la population locale n'a jamais souffert de soubresauts, malgré la différence de cultures, de mœurs et de coutumes.

« C'est une occasion de plus pour moi, de témoigner toute la gratitude du HCR au peuple congolais et au président de la République, ainsi qu'à toutes les autorités qui n'ont ménagé aucun effort dans la protection et la prise en charge de ces personnes vulnérables. Nous ne cessons de fournir des efforts, afin que nos interventions profitent tant aux réfugiés qu'aux populations hôtes », a déclaré le représentant du Haut-com-



Une vue du village Liranga

missariat des Nations unies pour les réfugiés.

En outre, il a rappelé les différentes réalisations faites pour soulager les réfugiés, notamment la construction en 2011 de 284 puits d'eau dans tout le département de la Likouala dont 63 pour le district de Liranga. A cela s'ajoutent 2160 latrines familiales et communautaires, la mise en place et la formation de 70 comités de gestion des puits d'eau, avec une participation mixte des réfugiés et de la population locale.

Des soins de santé sont éga-

lement fournis par leur partenaire médical.

« Nous sommes conscients que malgré ces réalisations, beaucoup reste encore à faire. Je

peux vous assurer que je ne cesserai de faire le plaidoyer auprès de ma hiérarchie à Genève, afin que tous les districts du Congo ayant reçu les réfugiés puissent recevoir le retour d'ascenseur », a-t-il promis.

Signalons que le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés financera aussi la construction du Centre de santé intégré de Liranga dont la première pierre a été posée le 24 novembre par l'épouse du Chef de l'Etat Antoinette Sassou N'Guesso.

Yvette Reine Nzaba

DIASPORA CONGOLAISE

4^e Soirée de Gala au profit de l'école de la Fraternité de Brazzaville

À l'initiative de l'association des Anciens élèves de l'école de la Fraternité de Brazzaville, les Congolais de l'étranger et les amis du Congo sont conviés, le samedi 6 décembre, à venir participer à la soirée de Gala à l'auberge des Ecluses de Carrières-sous-Poissy, au profit de l'École de la Fraternité. Les recettes de cette soirée seront affectées à « la rénovation des bâtiments de l'école, anciennement École des

cadres », a expliqué Manuel Rodrigue, président de l'association.

Comme chaque année depuis quatre ans, l'association organise une soirée de gala au profit de leur école primaire. « C'est devenu un rite qui perdure tant que nous, anciens élèves, associés au personnel et aux enseignants, aurons cet élan de solidarité envers les enjeux de l'éducation au Congo. Notre objectif est de parti-

ciper, en accord avec les autorités compétentes, à la création d'un véritable cadre éducatif et de formation digne et adapté aux besoins de notre jeunesse », a insisté l'un des organisateurs. La participation est ouverte à tous : « venez nombreux nous soutenir dans cette action, la nôtre, la vôtre, au bénéfice de la jeunesse congolaise », ont martelé les organisateurs.

Marie Alfred Ngoma



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

www.marchesafriains.fr

MARCHÉS Africains

TOUTE L'INFORMATION SUR L'ÉCONOMIE AFRICAINE

édition **GABON**

HORS SÉRIE N° 41 - novembre 2014

Sobraga LE CHEF INDUSTRIEL DU "DEVELOPPEMENT DURABLE" Investissement, Innovation, Certification, etc.



2016 : l'enjeu social


Interviews

- Zouera Youssoufou :**
Représentante de la Banque mondiale au Gabon
- Madeleine Berre :**
Présidente de la Confédération patronale gabonaise
- Nicolas Chevrin :**
Associé, directeur général du Cabinet FFA Juridique et Fiscal, membre d'EY
- Abdelaziz Yaqaoui :**
Administrateur directeur général UGB/Antjariswafa Bank
- Gaëlle Bitéghé :**
Directrice générale d'Ecobank Gabon
- Yves-Fernand Manfoumbi :**
Directeur général du Budget
- Joël Oyouma :**
Directeur général des Impôts
- Michel Ondinga Ngougou :**
Directeur général des Douanes et Droits indirects
- Thierry Minko :**
Directeur général de la Dette
- Jean-Baptiste Ngolo Allini :**
Directeur général de l'Économie et de la Politique fiscale
- François Thierry Tiwinot :**
Directeur général de la Statistique
- Désiré Guedon :**
Ministre de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques
- Joseph Didier Ambourou :**
Directeur général du Conseil National de l'Électricité et de l'Eau
- Françoise Ngomo :**
Directrice générale de la SETEG
- Luc Oyoubi :**
Ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de la Sécurité alimentaire
- D' Sylvain Patrick Enkoro :**
Directeur général de l'Agence gabonaise de Sécurité alimentaire
- Faustin Bikoubi :**
Secrétaire général du Parti démocratique gabonais
- Jean Victor Mouanga Mbadanga :**
Premier secrétaire du Mouvement pour l'émancipation socialiste du peuple/Opposition

À PARTIR DU 29 NOVEMBRE
DANS VOS KIOSQUES !

Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE

AVEC WARID PROTECT




Avec Warid Protect, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK /YES

Coût : 400 fcf/mois*

* Plus coût de navigation en cas d'échec



WARID
Passer à l'action

www.worldtel.cg | 04 400 01 23 ou 123 | World Congo SA





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Châtiments, Mariages, etc. Positif)
ASSURANCE MALAIRE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HAUTATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.4" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 479.000 TTC



Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC



Spécificités

- * Intel Celeron
- * système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 259.000 TTC

Avenue Alphonse Fongère, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

SANTÉ

Le chocolat, un aliment délicieux et vertueux

Le chocolat est originaire de l'Amérique centrale, de l'Empire Aztèque beaucoup plus où son nom était « Xocolatl, Tchoco-Latl ».

Le chocolat est le produit obtenu à partir du cacao en grains, du cacao en pâte, du cacao en poudre ou du cacao maigre en poudre et de saccharose, avec ou sans addition de beurre de cacao, et contenant, sous réserve des définitions du chocolat vermicelle, du chocolat aux noisettes gianduja et du chocolat de couverture, au moins 35 % de matière sèche totale de cacao, au moins 14 % de cacao sec dégraissé et 18 % de beurre de cacao, ces pourcentages étant calculés après déduction du poids des additions prévues : matières aromatiques, lécithine et matières comestibles...

Les étapes majeures de la fabrication du chocolat sont : la fermentation, une étape importante pour la qualité ultérieure du produit, la torréfaction, le conchage qui est en fait un brassage-malaxage de la pâte de cacao à chaud pendant un temps assez long, le tempérage qui permet la cristallisation du beurre de cacao et enfin le refroidissement grâce auquel la masse se solidifie. Cette masse est ensuite additionnée à divers ingrédients comme le sucre, le lait ou les fourrages pour constituer les spécialités de confiserie.

Il existe plusieurs catégories de chocolats légalisés : le chocolat de ménage, le chocolat aux noisettes gianduja, le chocolat de ménage au lait, le chocolat blanc, le chocolat de couverture, le chocolat au lait.

La composition de 100g de chocolat se présente de la manière suivante : lipides 30 à 32 g ; glucides 58 g ; protéines 4,5 à 7,5 g ; théobromine 40 à 500 mg ; caféine 70 mg ; salsolinol 4 mg ; phényléthylamine 0,3 à 2,5 mg ; sérotonine 0,8 à 2,7 mg ; éléments minéraux dont magnésium, calcium, fer, cuivre, phosphore et fluor et des substances diverses. On note donc que le chocolat, en tant que produit fait à base de cacao, contient toutes ses substances, y compris le salsolinol, un alcaloïde.

Quelles sont les vertus du chocolat ?

De l'avis des spécialistes, le chocolat présente plusieurs vertus. C'est un produit anti-stress et anti-fatigue qui renferme beaucoup de magnésium. L'alimentation enrichie réduit les risques d'infarctus du myocarde. Une telle alimentation pourrait avoir un effet élevé sur la prévention et l'évolution de l'ostéoporose chez les femmes ménopausées. Plus le chocolat a une teneur élevée en cacao, plus il contient de fibres et mieux il agit sur le transit intestinal. Riche en minéraux, le chocolat apporte aux enfants du calcium indispensable à leur croissance. Il contient aussi des polyphénols qui permettent de renforcer la muqueuse intestinale, l'un des remparts de notre système immunitaire. Le chocolat contient aussi le salinol, un alcaloïde, et la phényléthylamine à effet anti-dépresseur.

Qu'en est-il des méfaits ?

Les méfaits du chocolat existent aussi. Mais ils découlent beaucoup plus de la prise en excès du produit. En effet, le chocolat possède une forte concentration en plomb qui peut provoquer une intoxication. Les chercheurs ont mis récemment en évidence une substance, l'anandamine, qui est un neurotransmetteur à effets proches de ceux du cannabis. Ce qui explique l'état de dépendance pour ceux qui le prennent en excès. Le chocolat peut donc être une drogue douce quoiqu'aphrodisiaque.

Par Ange Koukou,
Président de l'Association pour la promotion
des industries agroalimentaires au Congo
(APIAC)

EDUCATION CIVIQUE

Une série de rencontres citoyennes amorcées à Brazzaville

La direction départementale de l'Education civique de Brazzaville organise du 25 novembre au 4 décembre, en partenariat avec la Fondation jeunesse, sport et paix en Afrique, dans les arrondissements de la ville-capitale, ainsi qu'à l'île Mbamou, des journées citoyennes par le sport en milieu des clubs civiques

Le coup d'envoi de cette série d'activités a été donné le 25 novembre à l'école primaire Nkouka-Boussoumbou à Madibou, dans le 8e arrondissement de Brazzaville par le directeur général de l'Education civique, Pierre Ngouala. Cette cérémonie a été ponctuée par une causerie-débat sur le thème : « Le citoyen face au développement de son pays », et la remise du matériel aratoire et des équipements sportifs aux responsables des clubs civiques des différents quartiers de Madibou.

Donnant le sens de cette activité, la directrice départementale de l'Education civique de Brazzaville, Yvonne Brigitte Mampouya Bazounga, a indiqué que, si la morale vise l'être humain, le sport joue quant à lui un rôle important dans l'épanouissement de l'individu, source incontestable de paix, de stabilité et d'unité entre les différents peuples d'un pays ou d'une nation. « La rencontre citoyenne que nous organisons en partenariat avec la Fondation jeunesse, sport et paix en Afrique, restera dans le mémoire comme l'une des plus importantes de notre époque au regard des thèmes à développer. Il s'agit

du rôle des clubs civiques et de la paix par le sport », a-t-elle souligné, toute en remerciant le président de la République qui a su créer le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique afin d'assurer la restauration du civisme au Congo.

Invité à cette rencontre, l'administrateur-maire de Madibou, Nicolas Malonga, a rappelé que le renforcement des capacités des clubs civiques contribue au développement de l'esprit patriotique et civique des citoyens. La lutte contre les antivaleurs, la promotion du civisme, de la citoyenneté et de la culture de paix ainsi que l'assainissement et la protection de l'environnement sont, a-t-il déclaré, des valeurs cardinales des hommes dans la société.

Présidant la rencontre, le directeur général de l'Education civique a rappelé l'importance de l'arsenal des structures éducatives mises en place par le ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique pour la promotion des valeurs compétentes, la culture de paix et le bon-vivre ensemble. D'après lui, les foyers d'animation d'éducation civique et les clubs civiques sont des structures de

proximité en vue de rapprocher les citoyens. « Conscient de l'ampleur de la mission qui est la sienne, le ministre voit, dans ces structures de proximité, une manière pratique, efficace et efficiente de rendre son action plus visible et plus porteuse par des contacts directs et permanents avec l'ensemble des citoyens congolais », a argué Pierre Ngouala.

Il a, par ailleurs, attiré l'attention des responsables des clubs civiques qui ne devraient pas en faire des structures de simple parade et d'en être eux-mêmes des dirigeants fictifs. Ils devraient, a-t-il insisté, en faire des armes de combat citoyen pour la République en vue d'assainir le cadre civique et moral du pays. « Le ministre a énormément besoin de vous pour accomplir avec parcimonie et comportements de bon esprit civique, les missions qu'il vous a confiées. Il veut voir en chacun de vous, l'expression vivante de la morale et des valeurs citoyennes, de véritables pasteurs de terrain, prophétisons le respect, l'unité et la dignité de notre pays », a conseillé le directeur général.

Rappelons que ces rencontres citoyennes se sont poursuivies le 26 novembre à Makélékélé avant de passer le témoin à Djiri (9^e arrondissement) l'île Mbamou dans la semaine.

Parfait Wilfried Douniama

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Une quarantaine de sous-officiers formés sur la bonne gouvernance

La troisième session du stage en vue de l'obtention du Brevet technique n°2 option administration, qui a réuni une quarantaine de sous-officiers des Forces armées congolaises (FAC) et de la gendarmerie nationale, s'est achevée le 26 novembre à Brazzaville.

maines et financières, à même de contribuer à l'amélioration de la gouvernance administrative en milieu militaire, notamment en corps de troupe, c'est l'objectif visé par ces assises.

Au terme de cette formation de cinq mois, les 40 apprenants ont été tous déclarés admis, soit un taux de réussite de 100% et sanc-

de la Défense nationale, Ambroise Mopendza, qui présidait la cérémonie de clôture, s'est appesanti sur les retombées positives de la formation, par rapports aux différents thèmes développés : « À nos nouveaux diplômés, au moment où ils vont regagner leurs structures respectives, je leur dis bon retour à tous auprès de leurs familles tout en formulant à leur endroit le souhait de les voir s'impliquer davantage dans leurs responsabilités antérieures ou celles qui leur seront confiées, avec la même ardeur que celle manifestée durant cette formation. »

« Depuis le premier jour qu'on m'a mis en stage, l'idéal était de fournir suffisamment d'efforts afin d'obtenir ce diplôme si précieux. Donc, vous conviendrez avec moi, que la volonté du commandement des FAC c'est d'avoir un personnel administratif aguerri, capable de pouvoir assumer les fonctions dans diverses unités là où ils servent », a déclaré le major de la promotion, le sergent Ngolie Fabio Juvernick.

Guillaume Ondzé



La photo de famille

Permettre aux Forces armées congolaises et à la Gendarmerie nationale de disposer d'un personnel aguerri aux nouvelles normes de gestion des ressources hu-

tionnés d'une moyenne générale de 15,43 sur 20.

Le commissaire général de brigade, directeur général de l'administration et finances du ministère

#MakeThingsBetter
cg.total.com

ENGAGÉ POUR UNE ÉNERGIE MEILLEURE

2ème acteur mondial du solaire, Total produit les cellules photovoltaïques les plus performantes au monde grâce à sa filiale SunPower



TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY

TOURNÉE AFRICAINE DE MANUEL VALLS

Le Premier ministre réaffirme l'engagement de la France contre le terrorisme

Après le Tchad samedi, le Premier ministre français s'est rendu dimanche à Niamey, au Niger. Comme à N'Djamena première étape de son déplacement en Afrique, Manuel Valls a salué dans la capitale nigérienne l'engagement de son pays dans la force Barkhane.

Au Tchad, le Premier ministre français a confié son inquiétude sur la présence de djihadistes en Libye, qui selon lui, sont liés à l'État Islamique. « Le sud de la Libye, a souligné Manuel Valls, est le sujet de préoccupation majeur et le restera sans doute dans les années à venir (...). Les autorités françaises regardent avec attention et inquiétude les liens qui apparaissent ces temps-ci entre des groupes terroristes dans cette région et l'EI à travers toute une série de communiqués. »

« Nous avons tous entendu des déclarations d'allégeance de groupes qui sont aussi bien au nord qu'au sud de la Libye (...). Les autorités françaises sont également conscientes que des éléments aujourd'hui en Syrie et en Irak sont susceptibles de revenir dans cette région. », a ajouté le Premier ministre français. Dans la capitale tchadienne, le Premier ministre français a, après s'être entretenu avec le président tchadien Idriss Déby Itno, visité une base militaire française forte de quelque 1300 soldats qui participent à l'opération Barkhane. Cette force avait été créée en août pour prendre le relais de l'opération Serval installée au Mali et qui avait pour but d'arrêter l'expansion des groupes djihadistes. Depuis lors, Barkhane qui mobilise 3000 militaires s'emploie à étendre son emprise vers le nord du Niger et du Tchad, au plus près de la Libye.

À Niamey, seconde étape de sa visite, Manuel Valls a échangé avec le président nigérien, Mahamadou Issoufou, sur des questions de sécurité dans la zone sahélo-saharienne. À l'instar de sa visite au Tchad, le Premier ministre français est allé à la rencontre des troupes françaises et a remercié les autorités qui ont accepté le déploiement de soldats français dans leur pays. Le président nigérien a, quant à lui, salué la France pour son engagement en Afrique, notamment contre le terrorisme. « J'ai salué ce que la France fait avec nous pour faire face aux menaces auxquelles sont exposés les pays de la zone sahalo-saharienne, a déclaré Mahamadou Issoufou. On a très fortement apprécié la bonne intervention Serval au Mali qui a permis de stopper les djihadistes. Même s'ils n'ont pas été totalement détruits, ils ont été très fortement affaiblis. Et nous sommes heureux de continuer ce combat contre le terrorisme avec la France à travers l'opération Barkhane qui a, entre nous, donné d'excellents résultats. »

Nestor N'Gampoula

LE PAPE RÉORGANISE LA CURIE ROMAINE

Le cardinal Sarah change de poste

Pendant quatre ans voix du Vatican au milieu des détresses humaines, le cardinal guinéen sera désormais l'œil officiel sur le règlement intérieur de toute l'Église catholique.



Le cardinal Robert Sarah

Le pape François est venu au pontificat avec la volonté d'impulser un renouveau dans le fonctionnement et la direction de l'Église catholique. Certaines de ses premières décisions ont revêtu le caractère de sanctions pour les prêtres qu'il jugeait « mieux à leur place en paroisse dans leurs pays d'origine que dans un bureau au Vatican ». Mais beaucoup des mesures prises entendent souligner aussi la volonté de plus de collégialité pour renforcer le caractère vraiment universel de l'Église (catholique veut d'ailleurs dire « universel »). Et dans ce sens, le pape argentin n'a jamais fait mystère de sa volonté de s'éclairer à l'expérience de ceux de ses collègues compétents, venant de toutes provenances. Trois hauts-prélats africains sont désormais ses plus proches collaborateurs : deux au Vatican (les cardinaux Robert Sarah et le Ghanéen Peter Kodwo Turkson), et le troisième à l'extérieur de la Curie romaine : le Congolais Laurent Monsengwo

Pasinya, archevêque de Kinshasa (RdC). Le pape a réorganisé lundi les attributions de ses collaborateurs au sein de la hiérarchie administrative du Vatican. Il a ainsi nommé le cardinal Robert Sarah préfet de la Congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements. Depuis octobre 2010, cet ancien archevêque de Conakry (Guinée), appelé au Vatican par le pape Jean-Paul II et promu ensuite par son successeur Benoît XVI, était en charge du Conseil pontifical (ministère) Cor Unum. C'est-à-dire le département chargé d'aller porter les aides du Vatican aux situations d'urgence sur toute la planète. C'est à ce titre qu'on l'a vu sur les camps de réfugiés et de dé-

placés en Irak, en Syrie ; sur les terrains des catastrophes naturelles comme Fukushima (Japon) ou encore les Philippines d'après le dernier typhon dévastateur. Les nouvelles attributions qui lui sont confiées font de lui un législateur de l'Église, appelé à dire le droit et le règlement aux évêques et aux prêtres ; à rappeler la norme devant les dérives pastorales toujours possibles : pas un poste de tout repos ! Que le pape le lui ait confié est assurément la confirmation d'une confiance qui ne se dément pas depuis que le pape Jean-Paul II l'appela à ses côtés, au Vatican, en octobre 2001. Le pape François poursuit la réorganisation des différents départements ministériels du Vatican. D'ailleurs, toujours lundi, il a tenu une réunion très importantes de ses ministres pour délibérer de la réforme générale de la Curie. Une réforme qui pourrait coûter leur poste à beaucoup de hauts-prélats qui verraient par ailleurs leur ministère purement et simplement supprimé. Le pape annoncera ses décisions en février prochain. D'ici là bien des cardinaux risquent de ne pas dormir suffisamment dans l'angoisse du couperet.

Lucien Mpama



blédina

BIEN S'ÉVEILLER, BIEN GRANDIR

Les céréales des petits futés.



COMBIFER
FER + VITAMINES

6-36
mois

Sans colorant ni conservateur ajouté

Calcium



Céréales Blédine au Combifer

RCA/LUTTE CONTRE L'INSALUBRITÉ

Des ingénieurs italiens assainissent les cours d'eau à Bangui

Les paras italiens de la mission EUFOR en Centrafrique ont travaillé d'arrache-pied pour réhabiliter le réseau hydrique obstrué par des mois de combats, à Bangui.

Il fallait que l'eau coule de nouveau dans les bas-fonds à Bangui: c'est désormais chose faite. Pendant deux semaines, les soldats italiens du 8e régiment de la brigade para-commando « Folgore » se sont mobilisés pour assainir les lits des petits cours d'eau de Bangui, la capitale centrafricaine. Ici, berges et rivières avaient été mises à mal par de longs mois de combats qui ont opposé les diffé-

rents protagonistes. Il faut dire que les combats les plus violents se sont focalisés à Bangui. Une situation qui a plus empiré les souffrances des populations déjà sous l'étai d'exactions de toutes sortes.

Avec leurs excavateurs, les ingénieurs-para italiens disent avoir déplacé plus de mille mètres cubes de débris de toutes sortes, surtout près d'un pont qui sépare deux quartiers

sensibles de Bangui. Il n'y a pas longtemps encore le passage de l'autre côté du pont était fonction d'appartenance à une religion. Et ceux qui l'ont tenté ont été forcés de rejoindre le monde de l'au-delà. Les travaux qui viennent d'être achevés complètent ceux entamés en septembre dernier et se caractérisent par le rétablissement de la fluidité des diverses canalisations et ruisseaux de Bangui. Et les Banguissois ont été appelés à rendre salubre les ruisseaux curés afin d'assurer la bonne circulation des eaux. C'était avant tout une lutte

contre le paludisme. Car, les eaux stagnantes, on le sait constituent de vrais réservoirs de fécondation des moustiques, vecteurs de la malaria. Cette initiative de lutte contre l'insalubrité a des paras italiens a été menée conjointement avec l'Organisation internationale des Migrations (OIM). Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet visant non seulement l'assainissement mais aussi à la restauration de la citoyenneté et la réconciliation entre habitants. Plusieurs dizaines de jeunes des différents quartiers de Bangui y collaborent moyennant rémunération question de hâter

le retour à la sérénité d'avant les combats.

Toujours dans le cadre de ce projet, les experts de l'EUFOR s'attèlent à apporter aussi des connaissances aux populations pour les sensibiliser au danger que représentent sur le terrain les munitions non-explosées. Fort de 700 membres, la mission EUFOR-RCA œuvre avec la MINUSCA, la mission de l'Union européenne, pour ramener la paix en Centrafrique. Les Italiens y sont présents avec des dizaines d'engins de génie civil et des blindés.

Lucien Mpama

BANGUI

Ouverture d'une enquête suite à l'émeute de la prison de Ngaragba

Le procureur de la République, Gislain Grésenguet, a demandé l'ouverture d'une enquête afin de déterminer les circonstances dans lesquelles les détenus de la maison d'arrêt se sont procurés des armes pour se révolter le lundi dernier. Une déclaration faite mardi 25 lors d'un entretien qu'il a accordé à la presse.

Gislain Grésenguet, Procureur de la République, a brièvement présenté ce qui s'était produit dans la maison carcérale le lundi 25. Selon lui, il s'agit d'une insurrection, suite au décès d'un détenu. Les autres prisonniers se sont mis dans le mouvement pour profiter de la situation et provoquer l'évasion « Dieu merci ! La situation a été maîtrisée », a-t-il martelé.

« Face à cette situation qui est d'une extrême gravité, nous avons décidé d'ouvrir une enquête afin de déterminer la responsabilité qui s'impose », a-t-il ajouté, avant de préciser qu'au cours des opérations qui

ont conduit à la réintégration des détenus, « ceux-ci ont restitué cinq armes AK 47 », a fait savoir Gislain Grésenguet.

Le procureur de la République a par ailleurs indiqué que lors de cette manifestation à la prison de Ngaragba, au total deux corps sans vie et cinq autres personnes blessées ont été enregistrés, contrairement au bilan annoncé, sur les ondes de certains médias. « Il s'agit du corps d'un détenu souffrant de la tuberculose qui a suscité la manifestation et celui d'un autre détenu qui a succombé de ses blessures ». Le procureur ajoute qu'il n'y a eu aucun cas d'évasion signalé, mais que des tentatives ont échoué, ceci grâce à la vigilance des forces présentes qui ont assuré un périmètre de sécurité.

Gislain Grésenguet a aussi déploré les conditions dans lesquelles les détenus purgent leur peine à la maison d'arrêt. « Les conditions de vie des prisonniers en détention à la

maison d'arrêt de Ngaragba, située dans le septième arrondissement de la ville de Bangui sont de plus en plus précaires à cause du surnombre de ces derniers qui sont plus 600 détenus au lieu de 500. Ces prisonniers proviennent de toutes les provinces de la Centrafrique en plus de ceux de Bangui, suite à des interpellations faites par les forces internationales », a-t-il indiqué.

« La personne qui est en prison perd les droits d'aller et de venir mais doit profiter de tous les autres droits. Ceci est l'un des soucis du parquet qui poursuit et demande que l'on puisse accorder une oreille attentive afin d'améliorer les conditions des détenus », a ajouté le procureur.

Une émeute des prisonniers de la maison d'arrêt de Ngaragba a bouleversé depuis le lundi 24 novembre, les activités dans les alentours de cette maison carcérale.

Les ex-Séléka se disent impatients du processus DDR

Les ex-combattants cantonnés au Camp Beal ont exprimé le vœu de voir le processus du désarmement, de la démobilisation et la réinsertion (DDR), avancer le plus vite possible, afin que leurs conditions de vie soient améliorées. Un souhait exprimé par l'un des officiers de cette ancienne rébellion, Rodrigue Yamindi, lors de notre visite dans cette base.

Rodrigue Yamindi, a d'abord rappelé les raisons qui ont poussé les ex-Séléka à sortir dans la rue avant d'indiquer que leurs conditions de vie sont déplorables, d'où la nécessité d'accélérer le processus DDR. Le processus va leur permettre de recouvrer une vie normale dans la société.

« Ce qui avait conduit à la désobéissance de certains éléments qui sont sortis dans la rue c'est que nous avons passé presque trois mois sans alimentation. Face à cette situation, nous, les chefs sommes devenus faibles devant nos éléments », a dit Yamindi.

Selon lui, le ministre de la Défense leur a demandé « d'établir une liste des personnes selon leur option : la gendarmerie, la police, et les eaux et forêts, ceux qui veulent regagner la vie civile pour attendre le programme de DDR ». Cette liste a été déjà établie et ils attendent avec impatience ce processus.

Le commandant de l'ex Séléka a par ailleurs indiqué que leurs conditions de vie sont déplorables. « Les frais alimentaires ne sont pas encore octroyés, le gouvernement nous avait fixé un délai de 10 jours qui a expiré le 24 novembre. Nous attendons toujours la suite », a-t-il ajouté.

« Les ex-combattants de la Séléka cantonnés au Camp Beal sont impatients de voir le processus du DDR arriver pour alléger leurs situations et jouir enfin d'une paix durable en Centrafrique », a-t-il conclu. Les 11 et 13 novembre, les ex-combattants de la Séléka cantonnés au Camp Beal avaient manifesté en barricadant les avenues des Martyrs et de l'Indépendance pour attirer l'attention du gouvernement sur leur sort.

OBO

Nouvelle défection au sein de la LRA

Une nouvelle défection est signalée au sein de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Koni. Deux personnes dont un homme originaire du sud-soudan et une fille centrafricaine se sont rendus samedi 23 novembre aux conseillers militaires américains, en traque de LRA dans le nord de la Centrafrique.

C'était lors d'une opération de ravitaillement en arme dans une région située entre le Soudan et la Centrafrique que ces éléments auraient pris fuite. Ils ont été aperçus d'abord par un chasseur en pleine forêt d'Obo et conduits aux autorités locales.

Selon les informations reçues par le RHDJ, ces deux éléments ont passé un mois de cavale avant de se rendre. Le jeune-homme, âgé de 18 ans, de nationalité sud-soudanaise kidnappé en 2002 et la fille de 16 ans, native de la région de Bakouma a été prise en otage en 2011 par l'Armée de Résistance du Seigneur.

Pour le moment, le jeune-homme serait entre les mains des forces américaines et ougandaises présentes dans la localité, pour des renseignements. Une source proche de ces forces a fait savoir que ce dernier serait transféré dans son pays d'origine après certaines consultations. La fille est prise en charge pour l'instant par une ONG sur place. Elle serait mise sous surveillance sanitaire.

Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

La sécurité au cœur d'une union de certains politiques

Six partis politiques ont signé l'acte constitutif de solidarité le mardi 25 novembre à Bangui. Selon les leaders de ces partis politiques, l'objectif de la mise en place de cette coordination est d'appuyer la transition en République Centrafricaine.

Il s'agit d'une initiative des partis politiques et des associations politiques sans plateforme. « La coordination veut aider la transition à rétablir la sécurité qui est l'élément

important de tous les défis », a expliqué Rigobert Vondo, coordinateur des partis et associations politiques sans plateforme.

Selon lui, « il y a eu le forum de Brazzaville. Mais, avant cela, il s'est constitué plusieurs plateformes dans l'esprit d'une dynamique unitaire des partis politiques en Centrafrique. C'est ce groupe-là qui est la coordination mise en place aujourd'hui ».

La stratégie sanctionnée par

un acte consécutif de solidarité prépare aussi les partis politiques de la coordination au prochain dialogue en Centrafrique. « Avant le dialogue de 2015, notre groupe se veut un groupe d'aide à la transition ensuite au dialogue et réconciliation entre les filles et fils du pays », a-t-il dit.

L'actuel bureau de la coordination se réunira tous les trois mois pour évaluer le travail fait par ses membres.

COOPÉRATION CONGO- RUSSIE

La rencontre des promus des universités soviétiques et russes accouche des propositions viables

C'est à l'occasion de la Journée des promus qui est liée avec la journée des Nations unies de la Science et de l'éducation pour le progrès et le développement, que ces propositions ont été faites au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville, en présence de l'ambassadeur de la fédération de Russie au Congo, Valéry Mikhaylov, du directeur du CCR, Sergueï Belyaev et de plusieurs personnalités nationales qui ont étudié en Russie.

C'est pour la première fois que la fête des promus des universités soviétiques et russes est célébrée, et dans plusieurs pays étrangers dont les citoyens étaient ou sont présentement en formation en Russie. L'organisation annuelle de ces journées est une nouvelle initiative de Rosstroudnitchestvo, l'Agence de la coopération humanitaire internationale de la Russie. Cette fête est en effet, liée à la date du 10 novembre, lorsque le monde entier célèbre la journée de la Science pour la paix et le développement. L'enjeu de cette rencontre de Brazzaville est de joindre l'acte à la parole et de contribuer au développement des relations bilatérales entre le Congo et la Russie. Le but principal de cette rencontre, a déclaré l'ambassadeur de la fédération de Russie au Congo, Valéry Mikhaylov, est de discuter des voies d'établir les liens étroits entre les associations et les unions des promus avec la Russie. Un autre but, est de consolider les organisations des promus et y intégrer les jeunes promus des dernières années, ainsi que les étudiants futurs à l'étape de leur préparation aux études en Russie.



Edith Laure Itoua prenant la parole au podium

« Nous souhaitons de redynamiser les liens économiques et humanitaires des promus congolais et des compatriotes russes avec la Russie... En général, les relations culturelles et humanitaires entre le Congo et la Russie se renforcent davantage. Elles se renforcent également sur le plan académique. Sur le plan culturel, le CCR (Centre culturel russe) organise l'Olympiade annuelle de la langue et la littérature russe ; les campagnes de recrutement des étudiants pour les plus grandes universités russes. Cette année plus de 100 étudiants se sont rendus en Rus-

sie pour finaliser leurs études supérieures. »

Le diplomate russe, a par ailleurs, reconnu que les relations politiques entre le Congo et la Russie sont au beau fixe et se doivent d'être améliorées dans le cadre éco-

grâce à leurs diplômés russes. Plusieurs promus occupent des hauts postes dans les institutions congolaises étatiques et dans le secteur privé. Ils ont fait leurs preuves dans le business, la santé, les sciences et l'éduca-

galement de songer à la création des pages Facebook qui pourraient réunir les diplômés des universités soviétiques pour des échanges d'informations et l'ouverture d'une succursale d'universités russes au Congo, ce qui pourra contribuer à la formation des spécialistes sur place.

A l'issue de cette rencontre, Edith Laure Itoua, conseiller du président de la République, chef du département des Congolais de l'étranger, diplômée des universités de l'ex-URSS a salué l'initiative. « J'ai beaucoup apprécié cette rencontre parce que c'est quelque chose que j'attendais. En tant qu'ancienne étudiante de l'Union soviétique, je me disais toujours quand est-ce qu'il va avoir un club des anciens étudiants de ce pays pour qu'on échange sur notre expérience soviétique, pour pouvoir transmettre aux jeunes qui y vont maintenant et aussi changer l'image qu'il y a dans l'opinion publique nationale, qui pense que nous avons reçu un enseignement public au rabais. Ce qui est complètement faux, parce que les Russes sont très bons et, ont formé des cadres qui sont très bons », a-t-elle déclaré. Notons que cette rencontre a connu aussi la présence de plusieurs responsables des associations des diplômés congolais de l'ex-URSS et de la Russie.

Bruno Okokana

nomique. « Nous serions heureux d'écouter vos propositions comment améliorer nos relations et comment aider les opérateurs économiques des deux pays, à intensifier leurs liens d'affaires ».

Avant d'ajouter que : « La Russie et la République du Congo sont fiers d'avoir formés plus de sept mille Congolais en ex-Urss et en Russie. Dans cette salle sont réunis aujourd'hui les hommes et les femmes de marque : des hommes d'Etat, les diplomates, les scientifiques, des docteurs, des ingénieurs, des hommes de lettres et d'autres professionnels qui ont atteint leur succès

tion. Ils jouissent du respect bien mérité de la société congolaise et de l'administration du pays. »

Valéry Mikhaylov souhaite par ailleurs, voir une large participation des promus congolais à la célébration du 70^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, ici au Congo.

Des suggestions qui promettent!

Parmi les suggestions formulées à l'issue de ces retrouvailles, figurent notamment, la réinsertion universitaire des étudiants congolais en Russie; l'organisation des rencontres annuelles pour célébrer la journée des promus. Il s'agit

AFRIQUE COMPETENCES ...
Membre de la Fédération Européenne Des Ecoles (FEDE)
contact@afrique-competences.com
www.afrique-competences.com

MASTERS EUROPEENS POUR CADRES (BAC+5)

E-learning **Blended learning**

INSCRIPTIONS OUVERTES

AFRIQUE COMPETENCES

FEDERATION EUROPEENNE DES ECOLES

- Créée en 1963 à Barcelone (Espagne)
- Réseau de plus de 580 universités et établissements dans 47 pays en Europe et dans le monde
- 73 Diplômes Européens, de Bac +2 à Bac+5 basés sur le système européen d'accumulation et de transfert de crédit - ECTS
- Diplômes prestigieux passés par plus de 12000 candidats à travers le monde

MASTERS EUROPEENS EN MODE « BLENDED LEARNING »

En partenariat avec l'INEAD en France, Afrique Compétences lance la session 2014 des diplômes Européens pour les cadres africains en mode « Blended Learning ».

En quoi consiste le « blended Learning » ?

Le « blended Learning » est un mode d'apprentissage innovant alternant la formation à distance et des regroupements périodiques en « présentiel » au Maroc. L'apprenant est mis au centre du dispositif. Les périodes d'enseignement (de Janvier à Mai 2014) vont alterner avec des périodes de mise en œuvre et de retour sur expérience en Juin 2014 (session de regroupement au Maroc), dans un parcours de 10 mois. Les examens et les soutenances devant un jury professionnel se dérouleront en Octobre 2014.

- Master Européen « Management & Stratégie d'Entreprise »** Nous écrire pour programme
- Master Européen « Management des Ressources Humaines »** Nous écrire pour programme
- Master Européen « Management & Stratégie Financière »** Nous écrire pour programme
- Master Européen «Logistique»** Nous écrire pour programme
- Master Européen «Management Opérationnel du Développement Durable»** Nous écrire pour programme

AFRIQUE COMPETENCES
Siège Social : 131, Boulevard Abdelmoumen 7ème étage
N°29 Quartier des Hôpitaux 20100 Casablanca
TEL : +212522225153
+212522492760
E-mail : contact@afrique-competences.com
Site web : http://afrique-competences.com

AFRIQUE COMPETENCES ...
Membre de la Fédération Européenne Des Ecoles (FEDE)
contact@afrique-competences.com
www.afrique-competences.com

SEMINAIRES INTERNATIONAUX

JANVIER-FEVRIER 2015

AFRIQUE COMPETENCES

JANVIER 2015

- Maitrise des opérations d'inventaires et élaboration des états financiers**
Du 19 au 30 Janvier 2015
Lieu: CASABLANCA
- Ingénierie de formation et plan de formation : élaboration, mise en œuvre, évaluation et suivi des actions de formation**
Du 19 au 30 Janvier 2015
Lieu: CASABLANCA
- Traitement juridique des impayés et leurs recouvrements**
Du 19 au 30 Janvier 2015
Lieu: CASABLANCA

FEVRIER 2015

- Planification stratégique & gestion axée sur les résultats**
Du 02 au 13 Février 2015
Lieu: CASABLANCA
- Protocole et usages diplomatiques**
Du 02 au 13 Février 2015
Lieu: CASABLANCA
- Marchés publics : prévention et gestion des réclamations et des litiges**
Du 16 au 27 Février 2015
Lieu: CASABLANCA

PRISE EN CHARGE & AVANTAGES :

Visite médicale ou PC portable ou tablette offert à chaque participant + Hébergement pris en charge + KIT Formation offert à chaque participant + Documentation + support de cours + clés de connexion interne + Visites touristiques prévues sur Marrakech et Casablanca +Visites guidées de marchés

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO

Entretien croisé entre Louise Coffi et Gabriel Mwènè Okoundji

L'artiste Louise Coffi a présenté ses œuvres le 18 novembre à la Librairie-Galerie Congo à Paris dans le cadre d'une exposition-vente intitulée « Un instant d'art ». Un dialogue haut en couleurs entre l'artiste et le poète congolais Gabriel Mwènè Okoundji salué par un public attentif et conquis.

C'est sur l'invitation de la Librairie Galerie Congo et du Centre d'étude et de prospective stratégique (CEPS), que le public venu nombreux, a assisté à une exposition-vente spéciale des œuvres de Louise Coffi, présidente de l'engagement d'Art du CEPS. Des œuvres riches en symboles dont certains d'inspiration manifestement africaine, reflètent la terre d'origine de l'artiste. Elles ont été réalisées, « en deux mois seulement », nous a confié l'artiste au cours de l'échange riche et passionné qu'elle a eu avec le lauréat du Prix Mokanda 2014, le poète Gabriel Mwènè Okoundji.

L'idée du concept : « regard croisé entre un peintre et un poète », qui a ponctué cette belle soirée, est celle du CEPS qui souhaite exprimer, comme l'a précisé son président Loïc Tribot La Spière, « son engagement pour la promotion et l'accompagnement de la culture ».

Pour le poète Gabriel Mwènè Okoundji, les œuvres de Louise Coffi découlent d'une inspiration longtemps retenue. Inspiration certaine. Ces créations sont donc le fruit d'une soif inapaisable, d'où le senti-



L'artiste Louise Coffi en tête à tête avec le poète Gabriel Mwènè Okoundji lors de l'exposition-vente à la Librairie galerie Congo à Paris Crédit photo : ADIAC

ment immédiat du geste d'urgence dans leur éclosion. Tout cela, ajoute le poète, dans l'attente d'une sédimentation prochaine nécessaire à la quête et au cheminement de l'artiste. Au cours de leur échange passionné, le poète congo-

lais a lu des passages de son livre « Bono, le guetteur de signes », d'où nous retenons cet extrait : « L'artiste possède une force. Une seule. Et

une conviction. Une seule. Une force et une conviction qui le poussent, l'animent, le soutiennent et l'encouragent à ajouter à la création de Dieu, une nouvelle version de l'insolite et une nouvelle forme du mystère »

Marie Alfred Ngoma

À VENDRE



Camion marque MAN type 33.363 6x6 16.7t
Bon état
Année 2004
Plateau 2,1m x 7m
Equipé d'une grue Palthfinger portée 6T

Prix 32 500 000
S'adresser à Sté ISD
169 avenue de l'Amitié centre-ville / Brazzaville
Tel : 06 960 24 95

unissons-nous
pour les enfants

unicef

AVIS DE VACANCE DE POSTE N CBRA/CRD/2014/003

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter

Un(e) Assistant(e) de Programme.

Sous la supervision de la Représentante Adjointe de l'Unicef au Congo, l'Assistant(e) de Programme sera chargé(e) de donner un support technique et administratif au sein du Programme.

Il/elle aura un rôle important dans la collecte des données et le suivi des activités du programme.

Profil requis pour le poste

- Être titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, de préférence complétées par des études supérieures techniques dans le domaine de l'organisation du travail.
- Avoir au moins 5 années d'expérience professionnelle dans le domaine administratif, dont une année au moins dans un domaine étroitement lié à l'appui des activités de programme. Une (1) année d'expérience dans le Système des Nations Unies serait un atout.
- Aptitude à travailler dans un environnement international et multiculturel.
- Aptitude à communiquer, à négocier et à travailler sous pression.
- Être capable de prendre des notes.
- Avoir un esprit de synthèse.
- Capacité à contribuer au suivi budgétaire du programme.
- Capacité à assurer le suivi du courrier et à préparer les réponses conformément aux instructions du superviseur.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- Maîtrise du français et bonne pratique de l'anglais.

Conditions de service

- Contrat à durée déterminée avec possibilités de renouvellement.
- Grade : GS-5, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 12 décembre 2014 à 17 heures
Lettre de motivation + CV et Formulaire de l'historique personnel des Nations Unies (P11) OBLIGATOIRE + copie des diplômes à l'attention de l'Administrateur chargé des Ressources Humaines, par courriel à l'adresse suivant : cbrrecruitment@unicef.org.

- NB : Prière mentionner obligatoirement le numéro de l'avis de vacance de poste dans l'objet du courriel.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.
 - Seuls les candidats présélectionnés recevront une lettre d'invitation.

Villa à vendre à Pointe-Noire.

Lieu: Aéroport vers CEREC -:- 105, Avenue des pilotes

- trois chambres
 - un salon
 - une cuisine
 - deux salles de bain
 - Une bache à eau avec surpresseur
 - Cour complètement dallée.
 - mur de clôture avec portail métallique.
- Avec titre foncier.

Contacts : 011 778 844 / 055 778 844

NÉCROLOGIE

Benoît Amour agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Matsima et parents ont la profonde douleur d'annoncer aux membres de la famille, amis et connaissances le décès de leur père, Raoul Matsima (ancien cadre du CFCO), survenu le 16 novembre en Tunisie. La veillée se tient au quartier Massisia (vers l'arrêt de bus Petit Man-guier). La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement



UDPS

Des représentants et présidents fédéraux restent attachés à Étienne Tshisekedi

Cette fidélité a été réitérée dans une motion de soutien qui représente la position commune des structures officielles de cette formation politique, signée le week-end dernier par ces cadres « assumant et constituant l'autorité officielle de la gestion quotidienne du parti à l'intérieur et à l'extérieur du pays ».

La réaction de ces représentants et présidents fédéraux de l'Union pour le développement et le progrès social (UDPS) a été motivée par leur indignation et leur déception par « un groupe d'individus qui se sont érigés en agitateurs et auteurs d'une déclaration faussement attribuée à la base et diffusée le 12 novembre dernier sur Internet et dans les médias ».

Ces cadres de l'UDPS ont, en effet, rejeté « avec force » la dite déclaration qu'ils estiment avoir été initiée par certains autres cadres qualifiés d'agitateurs au service du pouvoir, dont les intérêts personnels et égoïstes auraient prédominance sur les intérêts du parti et de la Nation. Ces derniers ont également affirmé que, registres officiels des membres du parti à l'appui, la liste des signataires appelés « la base de l'UDPS » mentionne plusieurs

noms des membres sans leur autorisation préalable et plusieurs autres noms fictifs. « *Ce qui est du faux et usage de faux. Un crime puni en occident où résident bon nombre des initiateurs de ce complot contre le président et le parti* », ont-ils fait remarquer.

Ces représentants et présidents fédéraux de l'UDPS, qui disent réaffirmer leur attachement indéfectible aux textes régissant leur parti, conformément aux dispositions formelles issues du premier congrès tenu en décembre 2010, ont également réitéré leur respect à la hiérarchie et aux structures officielles installées par le président du parti à travers différentes décisions et actes administratifs conformément aux pouvoirs lui conférés à l'article 23 des statuts du parti. Ils ont également garanti de l'observance des directives émanant du secrétaire général



Des cadres dirigeants de l'UDPS

de cette formation politique, Bruno Mavungu Puati, en qui ils ont confiance, ainsi que de leur disponibilité agissante recommandée par le président du parti pour la redynamisation du parti, laquelle redynamisation les invite à se prendre en charge.

En plus de la considération envers le secrétaire national chargé des relations extérieures, Félix Tshisekedi, ces signataires de la motion ont aussi relevé leur bienveillance à l'égard de la famille biologique du président du parti, « *pour son*

abnégation durant la longue lutte menée par le père et époux, laquelle abnégation mérite un traitement digne de la part de tous ».

Barrer la route aux destructeurs du parti

Ces cadres de l'UDPS, qui se sont également dits déterminés à barrer la route, dans leurs fédérations et représentations, aux cadres animés de l'esprit machiavélique de destruction cramponnés en mode positionnement, ont fait la promesse à ne ménager au-

aucun effort afin de démasquer les auteurs du cafouillage et à prendre des mesures statutaires qui s'imposent afin de les mettre hors d'état de nuire.

Ils ont, par ailleurs, émis le souhait de voir tous les cadres cesser toute action visant à perturber la convalescence du président du parti au motif qu'ils veulent le rencontrer, et ont encouragé ce dernier, pour lequel ils ont exprimé leur volonté de respecter son repos jusqu'à ce qu'il sera en mesure de reprendre ses activités comme par le passé, à poursuivre le combat de la libération du peuple dans la quiétude et avec brio comme il l'a toujours fait. Ces cadres de l'UDPS disent avoir fondé leur assurance sur la récente intervention du porte-parole de leur parti, Joseph Kapika, ainsi que sur le point de presse animé par le secrétaire général Bruno Mavungu et le secrétaire national aux relations extérieures, Félix Tshisekedi Tshilombo, concluant qu'il n'y avait pas crise au sein de cette formation politique.

Lucien Dianzenza

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION
ACGT AGENCE CONGOLAISE DES GRANDS TRAVAUX

ROUTES
 BATIMENTS
 CHEMINS DE FER
 PORTS ET AÉROPORTS
 AMÉNAGEMENTS PUBLICS
 INFRASTRUCTURES ÉNERGETIQUES



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

Avis à manifestation d'intérêts pour le recrutement d'une firme (consortium) capable de financer, d'assurer la mise en œuvre, la gestion et l'exploitation du projet d'aménagement de l'espace Banunu à Kinshasa, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP).

N° Avis : AMI / ACGT / DG / CGPMP / PPP / 02 / 2014

Date de l'avis : 13 novembre 2014

1. Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'infrastructures contenus dans le programme de la révolution de la modernité de la RDC, initié par le Chef de l'Etat, l'Agence Congolaise des Grands Travaux (ACGT), en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué du Ministère de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme, Habitat, Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction de la RDC, compte piloter la mise en œuvre, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), du projet sus évoqué.

L'ACGT sollicite, par le présent avis à manifestation d'intérêt, les firmes (consortiums) pour financer, assurer la mise en œuvre, la gestion et l'exploitation du projet d'aménagement de l'espace Banunu à Kinshasa, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP).

2. Les objectifs de ce partenariat sont :

- Mobilisation des fonds ;
- Financement et mise en œuvre des travaux d'aménagement de l'espace Banunu à Kinshasa, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), durant une période ne dépassant pas douze (12) mois ;
- Gestion, exploitation et entretien de l'espace aménagé et des ouvrages construits durant une période ne dépassant pas quinze (15) ans pour le recouvrement de l'investissement consenti.

3. L'Agence Congolaise des Grands Travaux invite ainsi les firmes (consortiums) congolaises et étrangères qualifiées, à manifester leur intérêt pour les services précités. Celles qui sont intéressés doivent fournir les informations suivantes :

- Composition de la firme (consortium) montrant clairement les différentes sources envisagées pour le financement de ce projet ainsi que l'expertise que l'on compte mettre en œuvre pour l'exécution des travaux ;
- Identité, statuts, adresses et registre de commerce (dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement devra fournir ses propres documents) ou équivalent.

4. Les études (socio-économiques et financières, techniques détaillées et socio environnementales) réalisées par l'Agence Congolaise des Grands Travaux attestent de la rentabilité dudit projet. Ces études sont à ces jours disponibles.

5. Les manifestations d'intérêts, rédigées en langue française, doivent parvenir par courrier traditionnel sous plis fermé à l'adresse ci-dessous au plus tard le 29 décembre 2014 à 12 h 00 précises, heures de Kinshasa (TU+ 1) et porter clairement la mention : « AMI / ACGT / DG / CGPMP / PPP / / 2014 - Recrutement d'une firme (entreprise ou consortium) capable

de financer et d'assurer la mise en œuvre du projet d'aménagement de l'espace Banunu à Kinshasa, dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP) »

6. Les firmes (consortiums) qui seront sélectionnés recevront, une lettre accompagnée d'une demande de proposition les invitant à soumettre une offre technique et financière. À l'issue de l'évaluation des offres, une firme (consortium) sera retenue, selon la méthode basée sur la qualité technique et le coût, et invitée à négocier avec le Maître d'ouvrage ou son Délégué, les termes du contrat de partenariat pour le financement, la mise en œuvre, la gestion et l'exploitation dudit projet.

Agence Congolaise des Grands Travaux
 Local « ADMINISTRATIF »
 1, avenue de l'OUA,
 Commune de Ngaliema
 Réf : Enceinte Procoki
 Email : contact@acgt.cd
 République Démocratique du Congo

Charles Médard ILUNGA MWAMBA

Directeur Général

DOUANES

Des nouvelles mesures assorties d'une sévère mise en garde de la DGDA

L'administration douanière a publié le 25 novembre 2014 la liste exhaustive des documents désormais exigibles pour couvrir une opération sous les régimes douaniers de mise à la consommation et d'exportation des marchandises.

Dans sa Note de service portée à la connaissance des agents de douane, des opérateurs économiques, des commissionnaires en douane, des transitaires, des agents maritimes et d'autres usagers de la douane, la Direction générale des douanes et accises (DGDA) a justifié sa démarche par la nécessité de faciliter les échanges et de simplifier les procédures de dédouanement des marchandises. En effet, l'on compte désormais quatre documents à l'importation et six documents à l'exportation. Dans le rapport Doing Business 2015, les experts de la Banque mondiale (BM) ont épinglé la RDC pour le nombre de documents exigibles, en l'occurrence dix pour l'import et sept pour l'export. Il s'agit des nouvelles dispositions assorties de sanctions pour les récalcitrants. «*Tout agent de douane qui entraverait l'application de la présente Note de service engagera sa responsabilité personnelle sur le plan disciplinaire*».

Au-delà, l'ex. Ofida s'est efforcé également de réduire les délais d'exécution des opérations et les coûts des formalités. Selon Doing Business 2015, les délais et les coûts ont représenté, respectivement, 63 jours à l'import et 44 jours à l'export, ainsi que 4 290 dollars américains US à l'import par conteneur de 20 pouces et 3 365 dollars américains US à l'export par conteneur de 20 pouces. En raison de leur gestion par le Système informatique douanier ou leur transmission par voie électronique par le même système, la DGDA a décidé d'interdire trois documents. Il s'agit «*du bon de sortie émis par un conces-*

sionnaire d'entrepôt, des magasins ou aires de dédouanement, de la déclaration modèle «*IB*» (licence d'importation) ou déclaration «*EB*» (licence d'exportation), et de l'attestation de vérification émise par Bivac».

Réagissant au classement de la BM, les experts du Comité de pilotage de l'amélioration du climat des affaires et des investissements (CPCAI) ont présenté les délais trop longs et les coûts très élevés comme les causes fondamentales de la contreperformance enregistrée sur l'indicateur commerce transfrontalier. À cet effet, l'organe technique du gouvernement a fait une série de propositions de réformes et mesures touchant cet indicateur Doing Business. Il s'agit, entre autres, «*de la suppression des documents sans valeur ajoutée, de l'amélioration de l'accès au Sydonia World, de la suppression des perceptions hors guichet unique, de l'équipement du port, de la limitation des inspections physiques, de la réduction des coûts de préparation des documents à l'export et à l'import, et enfin de l'implantation du guichet unique intégral*».

Avec ces changements dans un secteur aussi stratégique que la douane pour sa capacité mobilisatrice des recettes, l'on espère globalement arriver effectivement à réduire le nombre de documents, les délais et les coûts. Cela aurait un fort impact sur l'indicateur commerce transfrontalier. Du côté du CPCAI, l'on se félicite de cette énième étape franchie dans la constitution d'un cadre propice aux affaires en RDC.

Laurent Essolomwa

BUDGET 2015

Des recettes « prudentes » mais « réalisables »

Au cours du débat général ayant précédé l'adoption du projet de la Loi financière par le Sénat, le 26 novembre, le vice-Premier ministre et ministre du Budget, Daniel Mukoko Samba, s'est montré optimiste sur la capacité du gouvernement à mobiliser les recettes courantes projetées même si, a-t-il reconnu, leur niveau est resté en-dessous du potentiel fiscal et les ressources extérieures ont connu une baisse au cours de l'exercice budgétaire en cours.

Daniel Mukoko Samba s'est expliqué longuement sur le point lié aux recettes de l'État lors de sa réplique aux sénateurs. Par rapport aux recettes courantes, plusieurs documents techniques émanant du gouvernement et des partenaires extérieurs ont fait état des projections de recettes en-deçà du potentiel fiscal actuel du pays. «*Il faut remonter notre budget qui est actuellement faible. Il y a un grand débat au Parlement. Est-ce qu'il s'agit d'un budget de 8 400 milliards de francs congolais ou simplement de 5 à 6 000 milliards de francs congolais ?*». En effet, la baisse des recettes extérieures enregistrée au cours de l'actuel exercice budgétaire a contribué

à alimenter la méfiance des sénateurs sur le niveau général des recettes repris dans le projet de Loi financière 2015. «*Les ressources extérieures ont baissé effectivement par rapport au budget 2014*», a-t-il confirmé.

Toutefois, pour 2015, il y a eu un effort de lister tous les projets financés sur ressources extérieures. Il ne s'agit pas des ressources extérieures à mobiliser mais plutôt celles qui financent déjà des projets ou qui sont sur le point de démarrer. Le projet de Loi en cours d'examen a prévu pour 2015 des ressources extérieures de l'ordre de 1 500 milliards de francs congolais dont le tiers se focalise sur deux ou trois interventions. «*Nous avons fait un effort pour identifier le bailleur; le montant total du projet et la tranche annuelle pour 2015*». Par exemple, les financements d'Exim Bank Chine de l'ordre de 400 milliards de francs congolais sont prévus pour l'Office national d'identification de la population et les cartes d'identité. «*Lorsque l'on exclue les 1 500 milliards de francs congolais de ressources extérieures, les 550 milliards de budgets annexes et les 353 milliards des comptes spéciaux, le reste représente le budget général*».

L.E.

ARTS MARTIAUX

La 11^e édition du championnat national de taekwondo délocalisée à Kinshasa

Initialement prévue à Mbandaka dans la province de l'Équateur, ensuite renvoyée à Moanda dans le Bas-Congo, la 11^e édition du championnat national de taekwondo se tiendra finalement dans la ville capitale, sur décision de la Fédération de taekwondo du Congo qui devrait faire face à des difficultés administratives.

C'est la dernière décision prise par l'instance organisatrice de ce tournoi national de l'art martial d'origine coréenne en RDC, qui commencera le 28 novembre, la Fédération congolaise de taekwondo (Fécot). Au départ, l'édition 2014 du championnat national devrait se dérouler à Mbandaka dans la province de l'Équateur. Mais les démarches entreprises auprès des autorités provinciales n'avaient pas abouti. Ensuite, la Fécot s'était résolue de domicilier le tournoi à Moanda dans la province du Bas-Congo. Mais le Bas-Congo, pourtant disposé à abriter cette compétition, n'a plus été retenu pour le tournoi. On a évoqué des difficultés administratives du côté de la fédération.

Le secrétaire général de la

Fécot, Kenzo Mukendi, a, à ce sujet, donné les raisons de cette deuxième délocalisation au cours d'une rencontre avec la presse. «*Le bureau de la Fécot a tenu une réunion du comité d'organisation du 11^e championnat national de taekwondo, afin de se rendre compte de l'avancement des préparatifs de cette compétition. Et on a opté pour la délocalisation du tournoi à Kinshasa. La RDC va organiser cette année les quatrièmes Jeux congolais à Kinshasa. Et le président de la Fécot et moi faisons partie du bureau du comité d'organisation de ces jeux congolais, et en même temps au niveau, nous organisons le championnat national de taekwondo, il y a donc chevauchement*

Le gouvernement a projeté des recettes courantes «*prudentes*» mais «*réalisables*», a-t-il renchéri.

Les chiffres présentés dans le projet 2015 sont d'autant plus sincères que le gouvernement s'appuie sur le taux d'exécution favorable du budget 2014 en recettes. En réévaluant les taux d'exécution des régies financières à fin septembre 2014, la projection à fin décembre des recettes courantes se rapproche des 100% de réalisation. Pour autant, le vrai enjeu est ailleurs. «*Nous avons peut-être trop tiré nos recettes uniquement par la croissance. L'effort actuel doit être de se focaliser sur la performance des services, la lutte contre les exonérations et la fraude*».

Par ailleurs, sur le plan des dépenses publiques, le gouvernement s'est dit plus stratégique dans ses choix. La ventilation des dépenses se situe de la sorte pour le budget 2015 : «*34% pour l'administration publique centrale (1 million d'agents payés), 22% pour les affaires économiques, 16% pour la défense, sécurité et ordre public, 15% pour l'enseignement, 9% pour la santé, etc.*».

L.E.

SÉCURITÉ INTÉRIEURE

La Grande Bretagne suspend son aide à la réforme de la police

Les allégations de tueries imputées aux éléments de la police pendant le déroulement à Kinshasa de l'opération Likofi entre novembre 2013 et février 2014 auront influencé la décision de la coopération britannique à travers son Department for International Development (DFID).

La décision de la coopération britannique à travers son DFID, qui passe pour l'un des principaux bailleurs pour la réforme de la police congolaise, résulte d'une réunion que ses membres ont eu avec le ministre de l'Intérieur Richard Muyej, au lendemain de la publication le 18 novembre du dernier rapport de l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW) sur la situation des droits de l'Homme en RDC. La Grande Bretagne qui tenait à avoir la version du gouvernement par rapport aux allégations de dérapages ayant caractérisé l'opération de police dénommée «*Likofi*» destinée à combattre le gangstérisme urbain. Il appert, à l'issue de cet entretien, que les explications fournies par le ministre de l'Intérieur n'ont pas convaincu ses hôtes qui ont décidé de surseoir leurs engagements en matière de coopération militaire avec la RDC. Concrètement, la Grande Bretagne suspend son aide financière à la police nationale congolaise en attendant de voir clair

dans cette affaire.

En fait, il faut dire que les allégations de tueries imputées aux forces de police pendant le déroulement de cette opération à Kinshasa auront influencé la décision de la Grande Bretagne. D'après HRW, la police avait tué au moins cinquante et un jeunes hommes et adolescents, et fait disparaître trente-trois autres lors de cette action anti-banditisme. Entre-temps, le dernier rapport du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme en RDC qui établissait à quarante et un au minimum le nombre des victimes de ladite opération (neuf exécutions sommaires et trente-deux disparitions) reste toujours pendant.

Et face à toutes ces accusations, le gouvernement se défend en affirmant que quelques-uns des officiers coupables (ils sont cinq au total) ont été condamnés pour meurtre pendant que la justice s'emploie à enquêter sur les allégations de HRW.

Alain Diasso

des calendriers. Au final, nous ne pouvons pas quitter Kinshasa, alors que nous sommes obligés d'organiser le championnat national de taekwondo. C'est la raison de la décision de la délocalisation du championnat national de taekwondo à Kinshasa», a-t-il expliqué.

L'on note que certaines délégations provinciales ont été retenues à Kinshasa pour ne pas faire le déplacement de Moanda. Seuls les athlètes du Bas-Congo s'étaient rendus à Moanda et doivent finalement venir sur Kinshasa. On attend encore les délégations du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de la Province Orientale pour le démarrage du tournoi le vendredi à Kinshasa qui se tient, selon Kenzo Mukendi, avec la bénédiction de la Fédération mondiale de taekwondo. Juste après le championnat national, toutes ces délégations devront rester à Kinshasa pour les quatrièmes Jeux congolais, apprend-on.

Martin Enyimo

CAN/FOOTBALL

Un triomphe pour le Congo en 1972 et plusieurs déceptions

Depuis l'organisation de la première Coupe d'Afrique des Nations de football en 1957 au Soudan, les six participations congolaises à cette compétition se sont soldées par des désillusions sauf lors la 8e édition au Cameroun où le onze national contre toute attente a triomphé en finale devant le Mali de Salif Keita.

De 1968, date de la première participation du Congo en Coupe d'Afrique des nations (CAN), à Asmara en Ethiopie, à Lagos en 2000 lors de la 22e édition en passant par Yaoundé (Cameroun) en 1972, Egypte 1974, Ghana en 1978, Sénégal en 1992, la participation congolaise à la plus prestigieuse compétition africaine a toujours laissé au public un goût d'inachevé. À deux mois de la 30e édition de la CAN en Guinée équatoriale, les résultats congolais sont marqués essentiellement par quelques éclairs et beaucoup de déconvenus.

C'est en 1968 que le Congo logé dans le groupe B d'Asmara découvre la compétition avec la 6e Coupe d'Afrique des nations en Ethiopie. Les poulains de l'entraîneur Paul Ebondzibato malgré une équipe qui avait fière allure sur le papier avec les joueurs Amoyen Bibanzoulou, Ndzabana Jadot, Chrysostome Bikouri, Maurice Ondjolet, Foutika Jeannot, Akouala, Foundoux Moulélé va s'incliner à trois reprises face au Congo-Kinshasa, (1-3), au Sénégal (1-2) et face au Ghana (1-3). Le onze national baptisé « Congo-sport » à l'époque, l'une des plus prestigieuses sélections congolaises post-indépendance rentre au bercail sans gloire.

Quatre ans plus tard au Cameroun, logé dans le groupe B à Douala, le Congo fait sensation. Il tient en échec le Maroc d'Ahmed Faras sur le score d'un but partout avant de

s'incliner 0-2 devant le Zaïre sur deux buts de Ntumba « Pousse ». Condamné à vaincre le Soudan lors de sa 3e sortie, le Congo étrille ce dernier sur un score de 4 buts à 2, grâce à Mbono (2buts), Bahamboula Mbemba «Tostao» et Mpélé et rejoint par tirage au sort le carré d'As. En demi-finale, le Cameroun se fait surprendre par la vélocité des Congolais qui marquent l'unique but du match à la 32e minute sur un tir tendu des trente mètres de Minga Noël Pélé devant près de 30 000 spectateurs médusés au stade Ahmadou Ahidjo de Douala et pétrifiés par la fine pluie qui s'est abattue ce jour à Yaoundé.

En finale, devant le Mali grandissime favori de la compétition avec son feu follet Salif Keita, le Congo n'est nullement impressionné par l'ouverture du score de Moussa Diakhité à la 42e minute. Les Congolais répondent par trois buts de Mbono (2 buts) et Mpélé avant la réduction en fin de partie du score par Moussa Traoré. Les poulains d'Adolphe Bibanzoulou, Désiré Mayala Larbi et Michel Oba offre la liasse totale au pays. Moukila, Dengaki, Ndolou, Ngassaki, Poaty Gilbert, Matongo Soukous, Matsima, Balekita Jean Bertrand venaient d'écrire par cette victoire l'une des glorieuses pages de l'histoire du sport congolais. Congo-sport devient les Diabes rouges qui seront reçus en héros au pays avec leur coupe baptisée « Marie Jeanne » par l'orchestre Les Ban-



Le onze national congolais avec Edzanga, Sitou, Makita, Ngué Mien, Bakouma, Ewolo, Diamesso, Matondo. Crédit photo: DR

tous de la capitale. Les héros de Yaoundé 1972 rentrent à jamais dans la légende.

Deux ans plus tard en Egypte, le Congo défend son titre jusqu'en demi-finale où il est défait par la Zambie 2-4 malgré deux buts de Mpélé et Jean Jacques Ndomba «Géomètre.» Au 1er tour, le Congo s'est débarrassé de l'Ile Maurice 2-0 (Moukila, Lakou Abossolo) et du Zaïre 2-1 (Minga, Mbono) avant de tenir en échec la Guinée sur le score de 1 but partout, grâce à un but de Ndomba Géomètre.

Après l'éclipse de 1976, le Congo revient en CAN en 1978 au Ghana. Comme à Asmara dix ans plus tôt, l'expédition en pays Ashanti se solde par un échec cuisant. Défait tour à tour par l'Ouganda (1-3) puis le Maroc (0-1), le Congo ne réussit qu'un petit match nul lors de son dernier match contre

la Tunisie et sort la tête basse du tournoi. Les poulains de Maurice Ondjolet (Mounoudzi, Kimbémbé Akim, Mbama Nkoukou Christian, Daniel Ebomoua, Nganga Mwivi, Bahamboula Mbemba, etc.) font piètre figure au Ghana.

Après une léthargie de 14 ans, le Congo revient à nouveau en CAN à la faveur de l'édition 1992 au Sénégal où l'équipe est logée dans le groupe 4 de Ziguinchor en compagnie de la Côte d'Ivoire et de l'Algérie.

Après le match nul vierge avec les Eléphants de la Côte d'Ivoire, le Congo tient ensuite l'Algérie en échec (1-1) grâce à un but de Tchibota-Nzaou. En quart de finale, malgré le but de Mavis Tchibota-Nzaou, le Congo s'incline 1-2 devant le Ghana d'Abédi Ayew Pelé au sommet de son art.

Lors de la 22e CAN au Nigeria et

au Ghana, le Congo est logé dans le groupe de Lagos. Il s'incline sur le score d'un but à zéro lors de son premier match contre le Maroc avant de contraindre le Nigeria lors de sa seconde sortie au nul vierge, avant de s'incliner sur le score d'un but à zéro face à la Tunisie. Les protégés de feu David Memy et Charles Otendé n'ont que leurs yeux pour pleurer en regagnant le pays la tête basse. Une sortie peu honorable pour les joueurs pourtant prometteurs tels, Oscar Ewolo, Ntounou Maurice, Younga Mougani, Rock service, Oponga, Rolf Ngué Mien, Samba Brice...

En Janvier et février prochain, le Congo participe à sa 7e CAN avec l'espoir de mieux faire comme en 1972 où il fut vainqueur de la 8e édition. Alors bon vent les Diabes rouges !

Hervé Brice Mampouya

RÉINSERTION SOCIALE

La prise en charge des enfants de la rue s'impose

Le 26 novembre de chaque année, l'humanité célèbre la Journée mondiale des enfants des rues.

Malgré les efforts du gouvernement dans la lutte contre l'exclusion du phénomène des enfants de la rue, le constat fait est que des milliers d'enfants vivent et travaillent encore dans la rue. Ils sont orphelins pour la plupart et souvent abandonnés et même accusés de sorcellerie. La rue est leur chez-soi, ils y demeurent et font face à

tous les dangers qui sont possibles. En effet, les enfants de la rue sont qualifiés de sorciers, toxicomanes et bien d'autres mots plus cruels alors qu'ils sont des personnes à part entière.

Cette description honteuse les pousse à vivre à l'écart des hommes, préférant rester dans les petits coins abandonnés où gisent

moustiques, cafards, mouches et autres bestioles. Ils deviennent vulnérables aux maladies liées à l'hygiène mais également au VIH/Sida. « Les autorités doivent s'investir et trouver une solution fiable à la problématique des enfants de la rue », a dit un citoyen ponténégrin. À Pointe-Noire par exemple, afin de remédier à cette situation, l'ambassade de France et le SAMU social ont signé une convention de partenariat dans le cadre du soutien au projet « Action concertée pour l'inclusion des enfants et jeunes de la rue de Pointe-Noire ».

Plus de 26 millions de FCFA ont été débloqués pour la prise en charge des enfants de la rue. Cette aide financière s'étale sur une durée de 14 mois et elle va contribuer au financement des activités de base du SAMU. Il s'agit de la prise en charge des enfants et du renforcement de leur capacité par la formation aux petits métiers.

Hugues Prosper Mabonzo

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

Deux événements captivants pour clôturer novembre à Pointe-Noire

La journée du 26 novembre s'annonce bien riche en événements à l'Institut français du Congo (IFC) de la capitale économique.

Au programme, la projection d'« Amazonia », un film pour jeune public, et une conférence-débat sur le thème « Enfance et Écriture » animée par Jean-Baptiste Tati Utlia. Pour clôturer le mois de novembre, la direction de l'IFC de la ville océane a prévu deux activités pour le bonheur de la population. La première est consacrée à un public jeune, avec la projection du film « Amazonia », la deuxième est une conférence-débat portant sur l'« Enfance et Écriture ».

À partir de 16 heures, les jeunes vont suivre la projection du film Amazonia qui est une vraie péripétie et dont l'histoire retrace la mésaventure d'un jeune singe capucin né en captivité et, à la suite d'un accident d'avion, se retrouve brutalement seul et désemparé au cœur de la forêt amazonienne. Un vrai triste sort pour ce petit singe qui, dorénavant sans repères et confronté aux mille et un périls de l'immensité verte, est contraint de s'adapter à cet univers

inconnu. Mais il finit par devenir son propre héros en affrontant non seulement ses semblables mais aussi des prédateurs redoutables. Cette histoire fera sans nul doute des curieux parmi les jeunes.

Pour la conférence-débat, il est bien rare de constater, dans la société congolaise, des gens débattre sur la vie des écrivains du terroir et même ceux d'ailleurs. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui les ignorent. Animée par Jean-Baptiste Tati Utlia, cette conférence-débat est donc un moyen utile donné à tout le monde afin de pouvoir discuter et connaître en partie l'enfance, les oeuvres et le chemin parcouru par ces hommes qui se sont consacrés à l'écriture.

On dit souvent que les conditions de vie de l'être humain dans son enfance sont si fondamentales, parfois même si fatales, qu'elles peuvent d'une manière ou d'une autre, conditionner l'homme et l'adulte qu'il va devenir.

H.P.M.



Des enfants de la rue dormant à la belle étoile, crédit photo: ADIAC

XV^e SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Les ministres des Affaires étrangères déjà à pied d'œuvre

La 30^e session de la Conférence ministérielle de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a ouvert ses travaux hier matin à Dakar.

Il est question du rapport de la 93^e session du Conseil permanent de la Francophonie qui a eu lieu le 25 novembre; des demandes d'adhésion ou de modification de statut; du bilan des engagements du sommet de Kinshasa; des projets de cadre stratégique 2015-2022 de la Francophonie, des stratégies économiques et des stratégies jeunesse de la Francophonie.

Ensuite, les ministres des Affaires étrangères évoqueront des projets de programmation quadriennale et de budget 2015-2018 de la Francophonie, des questions relatives à la coopération, à l'administration et aux finances, du rapport du commissaire aux comptes de la Francophonie, et de la nomination du nouveau commissaire aux comptes pour la période 2015-2018.

Cette session qui se déroule à huis-clos des chefs de la diplomatie des pays francophones est le moment le plus important avant le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement prévu du 29 au 30 novembre. Durant deux jours (26-27 novembre), les ministres des Affaires étrangères de la Francophonie ont la charge de la préparation du sommet. Ils évoqueront également des questions d'actualité, avant d'examiner une série de documents qui seront adoptés par les chefs d'Etat. Le projet final étant la Déclaration de Dakar. Si le consensus tarde à ce jour à se dégager sur le nom du successeur d'Abdou Diouf, secrétaire général sortant à la tête de la Francophonie, la Déclaration de Dakar semble déjà un acquis. D'une cinquantaine de chapitres, et sur le thème: « Femmes et jeunes en francophonie: acteurs de paix, vecteur de développement », la Déclaration de Dakar portera une série de recommandations, dont les plus saillantes seront le défi de l'emploi, les politiques publiques, les valeurs francophones telles que l'égalité homme-femme. Pour la société civile, c'est qu'une déclaration « de plus » sans réelle application.

Près de dix résolutions également seront examinées, sur le terrorisme, la situation des pays post-conflit et la solidarité des pays francophones dans la lutte contre le virus Ebola.

Noël Ndong

PHOTOGRAPHIE AFRICAINE

Les Rencontres de Bamako de retour en 2015

Après une interruption de deux ans, suite aux événements que le Mali a connus entre 2012 et 2013, « Les Rencontres de Bamako, Biennale africaine de la photographie » sont de retour. La prochaine 10^{ème} édition est prévue en novembre 2015.

Organisée tous les deux ans, depuis 1994, Les Rencontres de Bamako, Biennale africaine de la photographie, sont la première et la principale manifestation consacrée à la photographie africaine. Véritable plateforme de découvertes, d'échanges et de visibilité, les Rencontres de Bamako s'inscrivent comme lieu incontournable de révélation des photographes africains et de rencontres avec les professionnels du monde entier. Elles sont coproduites par l'Institut Français et le ministère de la Culture du Mali. L'édition 2015 sera une étape importante de l'histoire de la Biennale. Elle est une opportunité pour réfléchir sur de nouvelles perspectives. À cet effet, la direction artistique de cette édition est assurée par Madame Bisi Silva, commissaire indépendante vivant et travaillant à Lagos. Elle a une expérience internationale en matière de commissariat d'exposition d'art contemporain et de biennales. Le délégué général est Samuel Sidibé directeur du musée national du Mali. Il dirige l'événement depuis 2009.

Le thème retenu pour cette édition porte sur « Le temps conté, Telling time » (formulation provisoire). La thématique vise à utiliser la photographie comme un médium d'exploration de la notion de temporalité à travers la narration du passé, du présent et du futur. Elle s'adaptera parfaitement aux bouleversements récents qu'ont connus le Mali et les régions avoisinantes. Outre les expositions dans les salles, le projet artistique en cours d'élaboration prendra en compte plus largement le public local. L'espace public sera au centre des préoccupations avec des expositions en plein air, des projections et des animations publiques.

Hermione Désirée Ngoma

FOOTBALL/COUPE DE LA CEMAC

Vingt deux Diables rouges sélectionnés pour la compétition

Vingt-deux Diables rouges des moins de 20 ans ont été sélectionnés pour participer à la neuvième édition de la Coupe de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) qui va débiter le 30 novembre en Guinée-Equatoriale.

La bataille pour le troisième titre de la CEMAC s'annonce très dure pour des Congolais sans compétition dans les jambes en l'absence de championnat national de football. Face à ce constat, les Congolais commencent à s'interroger sur la vraie valeur de l'équipe qui ira en Guinée-Equatoriale pas pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations 2015 mais pour le traditionnel tournoi annuel de la CEMAC. Le doute a été donc levé. C'est finalement les U-20 qui prendront part à la compétition à la place de seniors locaux. L'une des raisons de ce choix consistait à ménager certains piliers qui se sont donnés pendant les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Ceux-là feront partie n'en point douter de l'équipe que Claude Le Roy compte composer pour la CAN de janvier-février prochain.

Des raisons qui ont fait que les juniors congolais saisissent leurs chances, puis que la compétition leur permettra de mieux affûter leurs armes avant le Coupe d'Afrique des nations de la catégorie prévue en mars 2015 au Sénégal. Plusieurs joueurs qui ont participé à de divers stages avec l'équipe A sont présents. Mission a été donnée à cette génération de faire mieux que lors de leur dernière expérience dans compétition. Elle avait laissé des traces à Bangui en République Centrafricaine en 2009 d'autant plus que les Diables rouges finalistes à Yaoundé au Cameroun, ont été balayés dès le premier tour alors qu'une année après les seniors redressaient la barre en gagnant

la compétition à domicile en 2010 avant de terminer troisième lors de la dernière édition au Gabon. Dans ce nouveau challenge qui mettra en avant quatre pays qualifiés pour la CAN seniors 2015, le Congo va batailler dans le groupe B basé à Bata avec le Gabon, vainqueur de la dernière édition chez-lui et du Tchad, le seul pays qui n'a jusqu'alors pas gagné la moindre édition. Dans le groupe opposé basé à Malabo, la Guinée-Equatoriale sera aux prises au Cameroun et la République centrafricaine. Les Diables rouges rappellent-ils ont déjà remporté à deux reprises cette compétition, en 2007 au Tchad et en 2010 à Brazzaville.

La liste des joueurs

- 1-Pavhel Ndzila,
- 2-Joe Ombanza
- 3-Faria Jobel Ondongo,
- 4-Karl Ekaya,
- 5- Cosme Andrey Atoni Mavoungou,
- 6-Grâce Mamic Itoua
- 7-Dorvel Dibekou
- 8-Hardy Alain Samarange Binguila,
- 9- Junior Amour Loussoukou Ngouala,
- 10-Moïse Justalain Nkounkou
- 11-Charlevy Mabilia
- 12-Kader Georges Bidimbou
- 13-Chris Bakaki
- 14-Baron Kimbamba
- 15-Deldi Goyi
- 16-Saira Issambet
- 17-Arci Mouanga Biassadila
- 18-Jean Rosis Opimbat
- 19- Juslain Daurel Babelé
- 20- Duvald Ngoma
- 21-Grâce Ntota
- 22-Yannick Elenga

James Golden Eloué

BASKET-BALL

La ligue de Brazzaville dévoile ses priorités pour la saison sportive 2014-2015

La ligue de Basketball de Brazzaville entend relever cette saison le défi de boucler ses compétitions au plus tard le mois de mai, pour ne pas perturber la préparation des 11^e Jeux africains qu'abritera Brazzaville en septembre 2015.

Le programme d'activité de la ligue phare a été adopté avec amendement le 23 novembre lors du conseil départemental inaugural présidé par Fabrice Makaya Matève, le président de la ligue de Brazzaville. Avant de procéder au lancement officiel des compétitions, la ligue de Brazzaville a prévu lancer en fin novembre jusqu'en décembre, le séminaire de recyclage des cadres techniques et dirigeants des clubs. L'objectif étant de renforcer leurs capacités en la matière. Le séminaire regroupera les arbitres, les OTM, les commissaires, entraîneurs, médecins et dirigeants des clubs. La période de décembre à mai sera consacrée aux compétitions, notamment les championnats départementaux, le festival de Noël, la Coupe de la ville, le tournoi Adan Guissé, la supercoupe, le tournoi Pool Malebo et le tournoi interdépartemental.

La Ligue s'est ensuite engagée à assurer une bonne participation de ses équipes au tournoi Felbo avant de se lancer dans la dynamisation des clubs par la visite de ceux-ci. Occasion qui accouchera des débats avec les dirigeants des clubs, des assemblées générales ou des réunions des bureaux. Une autre préoccupation, celle qui consiste d'assurer la préparation des clubs engagés au championnat national. « Nous venons là de prendre une série d'options qui doivent toutes converger vers une grande visibilité et une meilleure représentation du basketball dans notre département, Brazzaville. Nous espérons que dans quelques mois, notre bilan sera plus flatteur qu'il ne l'a été jusqu'à ce jour », a déclaré Fabrice Makaya Mateve. Abraham Angossina, le directeur départemental des Sports a rappelé que tous les efforts de la ligue devraient désormais être focalisés vers les 11^e Jeux africains. Il a, par ailleurs, salué la politique de jumelage initiée par la ligue pour améliorer la prestation de ses athlètes. La ligue de Brazzaville a signé des protocoles d'accord avec la ligue Iles de France, la ligue sœur de Kinshasa et la ligue de Pointe-

Noire. « Brazzaville doit donner les meilleurs athlètes aux 11^e Jeux africains. Elle ne doit pas le faire dans le désordre. La responsabilité revient à chacun de nous et à tous, de faire qu'au moins quelques médailles nous reviennent aux Jeux africains. J'ai lu dans vos documents que vous avez des jumelages avec les villes de Pointe-Noire et un peu loin, c'est sûr que l'engagement s'inscrit dans le cadre de la recherche de l'excellence. Par là aussi, nous irons droit vers la recherche des athlètes capables de nous apporter les médailles », a déclaré Abraham Angossina

Notons que la ligue a complété les postes restés vacants lors de son assemblée électorale. Ainsi, Hubert Guy Aimé Mampouya a été élu deuxième vice-président. Par contre Toussaint Hyldvert Ngatsé a été élu premier commissaire aux comptes avec pour collaborateurs, Rupens Diakoundila et Serge Sita. Il faut dire que le montant du budget de la ligue, saison 2014-2015 adopté n'a pas été révélé à la presse. Les règlements du bureau exécutif, du conseil et des compétitions ont été aussi adoptés.

J.G.E.